

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Le 13^e Congrès du Parti bolchevik (*Boris Souvarine*). — Idées sur le Parti (*L. Trotsky*). — Barres, idéologue de la réaction (*Amédée Dunois*). — Retour d'Allemagne (*Albert Treint*) — Le prolé-

tariat de la Ruhr et l'accord Poincaré-Stinnes (*P. Franklin*). — Notre programme et les élections (*Paul Marion*). — La liquidation du menchevisme (*A. Martynov*).

Le XIII^e Congrès du Parti Bolchevik

COMME le faisait prévoir la discussion ouverte dans la *Pravda*, et dont nous avons dit l'origine dans le dernier *Bulletin*, le Congrès du Parti communiste russe, habituellement convoqué pour mars, sera appelé à siéger plus tôt. L'an dernier, le 12^e Congrès avait été retardé jusqu'en avril à cause de la maladie de Lénine. Cette année, il est avancé jusqu'en janvier.

Ce Congrès sera d'une importance extraordinaire pour l'avenir de la révolution. C'est en réalité la première fois que le parti des bolcheviks devra déterminer son orientation, sa tactique, ses méthodes, sans les conseils de son fondateur, de son chef, de Lénine.

« Le vieux », comme on l'appelle là-bas avec tendresse, manquait déjà au 12^e Congrès. Mais le coup qui l'avait mis hors de combat était alors si récent que le Parti ne s'était pas encore habitué à l'idée de se passer de lui. Le Congrès délibéra sous l'obsession de ce qu'il aurait dit, de ce qu'il aurait fait s'il avait été là. Son esprit régnait sur l'assemblée. Ses condisciples et ses disciples s'efforçaient de prolonger sa pensée, de reconstituer sa dialectique avec les fragments de travaux écrits qu'il avait laissés. Il était invisible et présent, bien que manquât son intervention toujours lucide, forte, audacieuse, décisive.

Près d'un an après, les cadres du Parti s'assembleront de nouveau pour apprécier le travail accompli entre les deux Congrès et dresser le plan du travail à venir. Cette fois, plus de doute : il ne faut pas compter avant

longtemps sur « le vieux ». Il faut continuer son œuvre en tâchant d'être digne de lui, de son exemple et de ses enseignements. De grandes difficultés ont été vaincues avec son aide, de nouvelles difficultés ont surgi et se sont amoncelées qu'il faudra vaincre sans lui.

Qu'on ne s'étonne pas de l'importance du rôle de cet homme dans un parti marxiste pour qui les forces économiques et les éléments sociaux qui en résultent déterminent le cours de l'histoire. Les marxistes ne sont pas fatalistes et ne méconnaissent nullement la valeur conductrice et accélératrice des individus, quand leur intelligence, leur initiative, leur hardiesse s'exercent dans le sens où tend l'évolution naturelle. Lénine lui-même a merveilleusement expliqué comment les bolcheviks se différencient des autres socialistes russes, en ce qu'ils savent tenir compte à la fois des conditions objectives de la révolution et des forces subjectives, tandis que les mencheviks ne connaissent que celles-là, les socialistes-révolutionnaires celles-ci. A quel point le rôle de quelques hommes peut être considérable si leur clairvoyance et leur initiative trouvent à s'exercer dans des conditions économique-historiques favorables, on l'a vu tout au long de la révolution d'Octobre : on le voit actuellement sous l'aspect négatif en constatant combien manquent au Parti communiste allemand nos chers Rosa Luxembourg, Liebknecht, Tychko, assassinés par les hommes de la 2^e Internationale.

Lénine, créateur du Parti bolchevik auquel il avait insufflé son esprit, ne pouvait dispa-

raître sans laisser un grand vide. Mais ses compagnons de travail et de lutte, ses collaborateurs et ses élèves, animés d'une volonté que rien ne brisera et riches déjà d'une expérience coûteuse mais féconde poursuivent la tâche révolutionnaire sans faiblesse et sans faute irrémédiable. Pourvu que le Parti sache confier la direction des affaires aux meilleurs hommes, — et Lénine absent, il reste des cerveaux bien supérieurs à ceux qui dirigent les Etats bourgeois, — pourvu qu'il sache stimuler, favoriser, intensifier l'initiative de la masse prolétarienne, pourvu qu'il conserve intangible son unité, la pérennité de la révolution sera assurée.

Le 13^e Congrès bolchevik sera non seulement important pour l'avenir de la République soviétique, — et partant, pour la révolution européenne, — mais ses résolutions pèseront d'un grand poids sur la tactique de l'Internationale. La carte politique de l'Europe a subi de grands changements depuis un an. Des forces nouvelles de subversion s'accumulent, de graves événements s'annoncent. Nous avons eu la grande vague réactionnaire qui a submergé les pays méditerranéens et l'Europe centrale, le fascisme aux formes diverses, les dictatures militaires, le recul général de la révolution. Nous avons eu la révolution écrasée de Bulgarie, nous avons les prodromes d'une révolution en Allemagne. Il faut compter avec les élections d'hier en Angleterre, celles de demain en France. Et la reconnaissance officielle de l'Union des Républiques soviétiques par les Etats capitalistes apparaît comme une perspective assez proche. Tant de grands faits composent un ensemble complexe, plein d'obstacles et de précipices, avec des échappées lumineuses, où c'est chose ardue de s'orienter. En vérité, le prochain Congrès de notre Parti russe sera devant des responsabilités bien lourdes.

**

Si Lénine était là pour faire, à l'ouverture du Congrès, le « rapport du Comité central », cette critique impitoyable du travail accompli qu'il avait coutume de faire en même temps qu'il traçait les grandes lignes du travail à accomplir, si Lénine était là... personne ne peut prétendre maintenant dire ce qu'il dirait. Mais, à coup sûr, il est une chose qu'il ne manquerait pas de dire, celle-ci que pas un vrai bolchevik ne démentira : Camarades, pendant l'année écoulée, nous avons fait beaucoup de bêtises, comme c'était inévitable, car on n'apprend pas dans les livres à faire la révolution prolétarienne, mais nous allons, à la faveur de l'expérience chèrement acquise, apprendre à réparer nos fautes, à ne pas les

renouveler, à faire mieux désormais... Cela, certainement, il le dirait.

Essayons donc de découvrir nos principales bêtises (nous laisserons, pour l'heure, de côté les petites, qui sont nombreuses !), d'en faire une saine critique et d'en tirer des leçons. Ce travail n'aura rien de commun avec celui que font quotidiennement les ennemis de la révolution : mencheviks, anarchistes, socialistes-révolutionnaires, bourgeois de types variés, qui ont la prétention de vouloir enseigner aux artisans de la société nouvelle, aux communistes, comment on doit faire une bonne révolution, qui dénigrent au lieu de critiquer, déblatèrent au lieu de commenter, stérilisent au lieu de féconder.

Notre tâche la plus importante en Russie, après l'affermissement de la dictature du prolétariat, la consolidation de notre victoire politique, était la restauration économique sur des bases nouvelles. Il fallait développer les forces productives pour satisfaire aux besoins du prolétariat si longtemps privé de tout, pour créer les conditions matérielles d'échanges normaux entre la ville et la campagne, pour donner à l'Etat prolétarien la possibilité d'élever le niveau culturel de la masse, de former les jeunes générations dans un esprit communiste, de préparer les conditions d'une société supérieure. Ce développement des forces productives exige avant tout le progrès de la grande industrie, c'est-à-dire un rendement lucratif, permettant d'améliorer l'état matériel des ouvriers, de développer les entreprises, capital et outillage, de mettre les produits à portée des paysans, de soutenir financièrement l'Etat soviétique.

Or, cette restauration économique, cette prospérité de l'industrie d'Etat ne sont pas encore atteintes. Il est hors de doute que l'on n'y pouvait prétendre en trois années de « nep », trois années sur lesquelles la « nep » proprement dite n'a été pratiquée réellement que deux ans. Mais pouvait-on obtenir de meilleurs résultats que ceux qui sont à notre bilan ? C'est toute la question.

La base de l'économie russe est l'agriculture : cette vérité est aujourd'hui unanimement reconnue en Russie, mais elle ne l'a pas toujours été ; pendant les années du communisme de guerre, nos camarades l'avaient parfois perdue de vue. En s'efforçant de remédier à la paralysie de la production, ils s'attachèrent successivement à améliorer telle ou telle partie de l'appareil industriel : transports, « industrie de choc », électrification. La « nep » a été la reconnaissance du rôle primordial de l'agriculture.

L'énorme masse russe vit du travail de la terre, et l'industrie, ne pouvant rivaliser sur le marché mondial avec ses concurrentes d'au-

tres pays, doit viser à satisfaire les besoins de cette masse. Mais la capacité d'achat des paysans est limitée ; elle a été presque nulle pendant la période des réquisitions et confiscations ; elle a peu augmenté dans les premières années de la « nep », à cause de la sécheresse et de la disette ; elle s'est faiblement élevée dans la dernière année de récolte assez bonne, mais où les céréales se vendaient trop bon marché. Cette insuffisance de la capacité d'achat des paysans enrayer les progrès de l'industrie. Pour y remédier, il faudrait que celle-ci puisse vendre à crédit, mais elle ne le peut, vu l'insignifiance de son fonds de roulement. Et l'Etat est trop pauvre pour pouvoir faire des avances importantes, soit à l'agriculture, soit à l'industrie.

La difficulté gît dans ce cercle vicieux. Comment donner aux paysans la faculté de se procurer des objets manufacturés, aux usines la possibilité de travailler à plein, quand les finances de l'Etat suffisent à peine pour assurer le fonctionnement de l'appareil administratif et défensif ?

Une solution aurait été l'aide financière extérieure. Un pays au régime industriel arriéré ne peut développer rapidement sa production sans l'apport de capitaux étrangers. La Russie bourgeoise ne pouvait se passer de contracter des emprunts à l'extérieur, et son industrie ne grandissait qu'avec l'introduction de nouveaux capitaux. La Russie prolétarienne, après sept années de guerres épuisantes, de destructions et de délabrement, ne pouvait rétablir une industrie prospère par ses seuls moyens. Mais plutôt que de subir les conditions de la bourgeoisie, ce qui eût signifié perdre, pour vivre, toute raison de vivre, elle a préféré ne compter que sur ses propres forces et ressources, et s'est, par conséquent, résignée à une lente reconstruction économique.

Sans aide étrangère, l'Etat soviétique ne pouvait réaliser de grands progrès industriels qu'en édifiant une organisation rigoureusement rationnelle et économique (dans le sens : peu dispendieuse). Grâce au monopole du commerce extérieur, l'industrie russe était protégée de la concurrence capitaliste internationale ; elle pouvait vendre à des prix légèrement au-dessus de ceux du marché européen, pourvu que sa clientèle russe puisse les supporter. Mais que s'est-il passé ? Le prix des produits fabriqués s'est élevé à une vitesse vertigineuse, en même temps que l'abondance relative de la récolte faisait tomber la valeur des denrées agricoles. La capacité d'achat de la paysannerie, c'est-à-dire de l'énorme majorité de la population, diminuait tandis que le coût des objets augmentait. C'est en montrant la traduction graphique de ce phénomène que

Trotsky a parlé de « ciseaux » dont les deux lames tendaient à s'écarter et qu'il fallait à tout prix rapprocher, l'une représentant le prix des produits de l'industrie, l'autre celui des produits de l'agriculture.

L'équilibre nécessaire, les rapports normaux ne peuvent être acquis que par un perfectionnement parallèle de la production industrielle et de l'écoulement de la production agricole. Celui-ci se réduit presque au problème de l'exportation du blé, relativement facile à résoudre ; cette année-ci, la Russie a reconquis une bonne partie du marché européen des grains. Mais l'autre exige des mesures plus énergiques que celles adoptées jusqu'à maintenant, des mesures qui marqueraient une nouvelle étape de la révolution. C'est la principale question que le 13^e Congrès devra trancher.

**

Au 12^e Congrès, Trotsky avait déjà esquissé un plan, dans son rapport sur l'industrie. Analysant avec clairvoyance le phénomène de la disparité des prix alors peu accentué, prévoyant son aggravation rapide, il avait soumis à une puissante critique toute l'organisation de la production industrielle. Notamment, il avait insisté sur le manque de calculs exacts permettant de se rendre compte de la véritable productivité du travail, des véritables prix de revient ; sur l'excès des frais généraux, non en rapport avec la vente ; sur l'immixtion fâcheuse des considérations politiques dans les entreprises économiques ; sur la trop grande dispersion des usines et fabriques ; enfin, sur l'absence d'un vrai plan économique général, d'un organe compétent pour l'établir et d'un autre pour le réaliser. Il préconisait la concentration de l'industrie dans les centres producteurs de matières premières et la création d'une direction centrale de l'économie.

Tout ceci aurait besoin d'être illustré par des exemples concrets pour les camarades non familiarisés avec ces questions. Le cadre de cet article ne permettant pas de longs développements, nous essaierons de dire l'essentiel en peu de mots (1).

L'industrie russe s'est développée assez arbitrairement, au cours d'une époque de progrès industriel pacifique et sous l'impulsion d'interventions capitalistes étrangères ; ce qui explique la croissance phénoménale et anormale de l'industrie de Pétrograd, par exemple. L'ancienne structure économique russe, qui correspondait au rôle de la Baltique comme canal reliant la Russie à l'Europe septentrio-

(1) Nous ne demanderions pas mieux que de revenir sur le sujet et le commenter de façon plus approfondie ; mais y a-t-il beaucoup de lecteurs qui s'y intéressent vraiment ? Voilà ce que nous ignorons, au fond, et que l'on devrait bien nous dire.

nale, de la mer Noire comme voie de communication vers les pays méditerranéens, et du réseau ferré de Pologne, lien avec l'Europe centrale, ne s'accorde plus avec les besoins de la Russie d'aujourd'hui. Dans l'Europe d'après-guerre, chaque Etat tend à se suffire à lui-même, à mettre en valeur son sol et son sous-sol, à protéger sa production. Les barrières des changes, les cordons douaniers imposent une sorte de nationalisme économique. La Russie surtout doit acheter le moins possible à l'étranger et faire fructifier son propre machinisme, faire travailler sa propre main-d'œuvre, utiliser ses propres matières premières. Les usines de Petrograd et de Moscou seront donc alimentées de minerais et de charbons venant de l'Oural et du Donetz, de coton venant du Turkestan, c'est-à-dire de matières brutes transportées à grands frais et alourdissant fortement les prix de revient.

D'où la proposition de Trotsky de rapprocher les usines des lieux d'extraction (ce qui a, d'ailleurs, été déjà fait, mais dans une mesure insuffisante, pour nombre d'entreprises de Petrograd) et de concentrer les ressources en hommes et en argent dans les principales usines, les plus modernes, les plus importantes. A cette condition seulement, on en finira avec cette situation où l'ensemble de l'industrie travaille encore à perte et doit être soutenue par l'Etat, alors que l'industrie devrait soutenir matériellement l'Etat.

La transformation projetée ne serait pas tâche aisée. Elle exigerait un énorme déplacement d'outillage, de véritables migrations ouvrières, et poserait des problèmes pratiques d'une difficulté exceptionnelle. Mais le moyen de l'éviter ? On ne doit pas oublier que les fonds de roulement font presque complètement défaut aux usines : cela signifie l'impossibilité d'acheter les matières premières en grandes quantités, d'accumuler des stocks, de continuer le travail quand l'écoulement des produits se ralentit ou s'arrête, de payer les ouvriers avec régularité, et surtout de produire intensivement, c'est-à-dire selon la seule manière de produire à bon marché. Or, il est impossible de tolérer l'écart actuel entre les prix industriels et les prix agricoles : s'il se prolongeait, le mécontentement se répandrait vite parmi les paysans qui s'éloigneraient du régime soviétique. Pour faire baisser radicalement les prix de l'industrie (on a déjà réalisé une baisse sensible, mais insuffisante), il faudra certainement recourir aux moyens énergiques préconisés par Trotsky l'an dernier.

Afin de mettre ces moyens en œuvre, une condition préalable est indispensable : réaliser

l'unité de direction dans l'économie. Actuellement, le *Conseil des Commissaires du Peuple*, le *Conseil supérieur d'Economie populaire*, le *Plan d'Etat*, le *Conseil du Travail et de la Défense*, l'*Inspection ouvrière et paysanne*, le *Commissariat du Commerce extérieur*, sans compter d'autres organes secondaires, se partagent le travail. Il crève les yeux que tous ces organes, improvisés pendant la guerre civile pour parer à des nécessités urgentes, ne peuvent co-exister éternellement et doivent être refondus d'une manière rationnelle. Trotsky avait envisagé d'ériger le *Plan d'Etat* en organe technique supérieur assisté d'un second organe exécutant ses directives. Staline, au 12^e Congrès, dit que le parti avait songé à confier à Trotsky la vice-présidence du *Conseil des Commissaires* et la présidence du *Conseil supérieur de l'Economie*, pour concentrer dans ses mains énergiques la direction des affaires économiques. Que ce soit par telle méthode ou telle autre, ce qui importe est de concentrer, d'unifier la direction. L'état de choses présent ne peut durer. Ce sera le rôle du 13^e Congrès d'y mettre un terme.

Tels seront probablement les grands sujets de préoccupation du Congrès. Il y en a beaucoup d'autres, en connexion directe ou indirecte avec ceux-là, que nous ne pouvons traiter ici. Mais il faut dire quelques mots du thème posé par Zinoviev et débattu depuis un mois dans la *Pravda*. Le Parti est certainement capable d'aborder ses nouvelles tâches et de les mener à bien, même privé du guide précieux qui l'a conduit à la victoire, mais à la condition qu'il utilise les inépuisables richesses spirituelles que renferment ses rangs. Pour cela, Zinoviev avait raison de le reconnaître, il faut intensifier la vie intérieure du Parti, l'initiative et l'émulation. Il faut mener une guerre impitoyable à l'esprit bureaucratique, à ce que Lénine appelait la « vanité communiste », à l'influence desséchante des camarades encroûtés dans leurs fonctions d'Etat. Nous espérons bien que la discussion menée dans les colonnes de la *Pravda* (1) ne sera pas l'ouverture sans lendemain d'une sorte de soupape de sûreté, et qu'elle se prolongera jusqu'aux effets salutaires : qui connaît les militants bolcheviks « du rang et de la file » ne peut douter des capacités politiques de la meilleure section de notre Internationale, pourvu qu'elle reste en activité.

Boris SOUVARINE.

(1) Nous reviendrons ultérieurement sur cette discussion, à laquelle ont pris part jusqu'à présent Prébrajensky, Steklov (dans les *Izvestia*) et un grand nombre de militants « du rang ».

Idées sur le Parti

Cette étude de Léon Trotsky a été écrite pour la Pravda à l'occasion du 25^e anniversaire du Parti communiste russe (bolchevik). Bien que destinée à nos camarades de Russie, elle sera inévitablement profitable aux communistes français qui savent s'assimiler les richesses de la pensée révolutionnaire de leurs frères dans l'Internationale.

Comme ces 25 années ont passé rapidement ! Et pourtant, un quart de siècle c'est là un intervalle de temps assez long... Les initiateurs du 1^{er} Congrès du Parti, autant que je sache, hésitaient à y inviter notre organisation de Nikolaïevsk : on nous trouvait trop jeunes. Mais la question se résolut d'elle-même : en janvier 1897, l'organisation de Nikolaïevsk fut dispersée et la plupart de ses membres arrêtés. Le Congrès était convoqué pour le mois de mars, mais nous n'en apprimes la réunion qu'en mai dans la prison d'Odessa : on se transmettait la nouvelle de cellule en cellule. Depuis, 25 années ont passé, 25 années de guerres, de révolutions, de bouleversements sans exemple dans l'histoire de l'humanité 1897 ! il semble que c'était hier. Et pourtant, comme il est difficile d'embrasser ces cinq lustres, plus riches de faits et d'enseignement que les millénaires qui les ont précédés ! Ne vaut-il pas mieux penser, réfléchir à l'avenir ?

Notre première pensée^{**} est pour la jeunesse, car elle est l'avenir. La génération dirigeante du Parti incarne l'expérience inestimable des 25 années écoulées ; notre jeunesse révolutionnaire est la base ardente de l'éruption d'Octobre. Les vieux militants ne verront pas l'achèvement de la révolution européenne et, à plus forte raison de la révolution mondiale. Aussi devons-nous attirer l'attention la plus sérieuse à la formation de la relève appelée à parachever notre œuvre.

En Europe, la jeune génération prolétarienne éveillée par la révolution d'Octobre continue à vivre dans le cadre du régime capitaliste. L'exemple révolutionnaire de la Russie et le joug formidable de l'impérialisme lui donnent la trempe révolutionnaire qui manquait tant à l'époque de la guerre impérialiste.

Notre jeunesse se développe dans des conditions très différentes de celles qui ont présidé à notre formation. Elle a surgi et grandi dans l'atmosphère d'une révolution victorieuse que l'on n'a pas réussi et que l'on ne réussira pas à abattre. Pour elle, la révolution n'est plus un but, mais la vie journalière même. N'y a-t-il pas dans cet état de choses certains dangers ? Dans sa réalisation, la révolution semble avoir perdu de son aurore ; elle s'est morcelée en quelque sorte en tâches particulières : il faut réparer les ponts, donner aux gens l'instruction élémentaire, abaisser le prix de revient des chaussures dans les fabriques soviétistes, combattre la saleté, découvrir les fripons, installer l'électricité dans les villages, etc. Quelques vagues intellectuels, aux cerveaux obtus et qui se décorent du titre de poètes ou de philosophes, parlent déjà de la révolution avec une condescendance dédaigneuse ; « Voilà, disent-ils en ricanant, qu'ils appren-

nent à faire du commerce et à coudre des boutons ». Mais laissons les têtes creuses divaguer dans le vide. Posons nous-mêmes la question d'une façon critique. N'est-il pas à craindre, en effet que, réduite aux « petites tâches », sans perspectives révolutionnaires, sans horizon politique large, notre jeunesse n'acquière une mentalité de gagne-petit, ne se fige en quelque sorte et qu'un jour nous nous apercevions que nous ne parlons plus la même langue ? Le danger ne saurait être entièrement nié. Mais les facteurs qui l'engendrent sont contrecarrés par d'autres, non moins puissants, et en premier lieu par la situation internationale de notre pays et, par suite, de notre Parti. De la grande tâche, la conquête du pouvoir, nous avons passé aux « petites », non pas brusquement, mais par une longue guerre civile, non pas pour toujours, mais pour une période limitée, que nous appelons la trêve. La preuve en est, entre autres, le fait même de l'existence de l'Armée Rouge. Nous ne sommes pas seuls sur cette terre. Nous ne sommes que l'extrême gauche d'un front immense qui passe par les cinq parties du monde. Nous avons, ces dernières années, battu à plate couture, mais pour longtemps hors de combat le détraquement ennemi qui nous était directement opposé. Mais, dans le monde entier, la lutte continue, acharnée. A chaque instant il se peut qu'elle déferle sur notre territoire ou que, pour notre sûreté, notre aide directe soit nécessaire sur les autres secteurs. C'est sur la compréhension de ce caractère international de nos tâches que doit pivoter l'éducation de notre jeunesse. Nous traversons en Russie une période de petites tâches, mais il reste encore des tâches révolutionnaires mondiales à accomplir, et l'Armée Rouge est là qui nous le rappelle. C'est pourquoi l'attitude de la jeunesse envers cette dernière reflète en somme son attitude envers la révolution, combat héroïque. Elle s'est manifestée hier pour la Flotte Rouge, elle se manifesterait demain pour l'aviation. La tendance à la démobilisation est une tendance défaitiste. Dans nos conditions de vie actuelles, l'éducation révolutionnaire pratique que donnait l'action clandestine, école de sacrifice et de fraternité combative, peut être remplacée en premier lieu par l'Armée Rouge.

Pour cela, nous le répétons, il faut que notre jeunesse sente, comprenne à fond la liaison étroite de notre travail intérieur avec la lutte de la classe ouvrière mondiale. Nous n'y arriverons qu'en rapprochant de nous le mouvement ouvrier international. De quelle façon ? Par l'organisation d'une information sérieuse, rationnelle, consciencieuse. Il faut que par les journaux, les revues, les conférences, notre jeunesse avancée suive attentivement le mouvement révolutionnaire, qu'elle en connaisse la force et la faiblesse, les difficultés et les fautes, les succès et les revers, l'organisation et les chefs. Grâce à la prison, à la déportation et à l'émigration, la vieille garde de notre parti avait ces connaissances internationales, elle en vivait pour ainsi dire. C'était là sa force, et c'est ce qui lui permet maintenant de jouer le rôle dirigeant dans l'Internationale Communiste. Pour faire son éducation la jeune génération n'a pas besoin de la prison ni de l'émi-

gration. Sa formation peut et doit être réalisée systématiquement par le Parti et par l'Etat. Avant tout, notre presse doit apprendre à donner une information méthodique, vivante, suivie de la lutte de la classe ouvrière dans le monde entier. Assez de renseignements épisodiques, isolés, incohérents et vides ! Il faut que, pour le lecteur, le jour d'aujourd'hui du mouvement ouvrier découle logiquement du jour d'hier. Il faut un service de correspondance étrangère bien organisé. Il faut suivre avec attention la presse européenne et en donner des extraits. Il ne s'agit pas d'enseigner, d'exhorter, de recommander : c'est trop de choses et cela fatigue ; les mots d'ordre, les appels, les apostrophes, les affiches à jet continu risquent de ne plus émouvoir la jeunesse. Il lui faut des renseignements bien choisis et présentés sous une perspective juste. Il faut lui donner les éléments et les méthodes qui lui permettront de s'orienter elle-même dans la marche de la révolution mondiale. De même que le militaire déplace les drapeaux sur sa carte et pèse les chances de succès des batailles qui se livrent loin de lui, de même notre jeunesse doit apprendre à déplacer elle-même sur la carte politique du monde les drapeaux du front de classe, à apprécier les forces, les moyens et les méthodes de lutte et à contrôler les chefs. Il n'est pas de moyen éducatif plus puissant que de laisser aller au terre à terre, l'influence désagréable de la Nep et tous les autres dangers.

Mais le travail culturel et économique journalier, et même la vente au détail dans les magasins soviétistes, ne sont nullement de « petites choses » et n'engendrent pas nécessairement une mentalité mesquine. Dans la vie de l'individu, il y a fréquemment beaucoup de « petites choses » et pas de grande. Mais dans l'histoire il n'y a pas de grandes choses sans de petites. Plus exactement parlant : aux grandes époques, les petites tâches, en tant que partie constitutive d'une grande tâche, cessent par là même d'être petites. Après l'anéantissement de la *Narodnaïa Volia*, les intellectuels russes, déprimés et découragés, tentèrent de s'engager dans la voie des « petites tâches » à caractère culturel et philanthropique. C'est ainsi que se forma le type de l'homme de 1880, partisan des artères et végétarien. Après l'écrasement de la révolution de 1905, le menchevisme russe renonça définitivement au programme révolutionnaire pour les « besoins journaliers », c'est-à-dire pour les petites tâches. C'est ainsi que se constitua le type du « liquidateur » imprégné d'esprit bourgeois et appelé bientôt à se transformer en patriote. Pendant la période qui s'écoula entre la guerre franco-allemande de 1871 et le carnage impérialiste de 1914, la bureaucratie social-démocrate et syndicale s'enfonça de plus en plus dans l'action journalière réformiste et renonça pratiquement à la lutte révolutionnaire contre le capitalisme devant lequel elle s'agenouilla. C'est ainsi que se forma le type de l'opportuniste, du nationaliste. Dans tous ces cas on capitulait politiquement et moralement devant l'ennemi. Ouvrètement ou tacitement on opposait à la grande tâche historique les « petites tâches » auxquelles on travaillait dans les fissures du régime instauré par la classe adverse.

Il est évident que les besoins journaliers et les tâches particulières qui réclament maintenant notre attention sont d'un tout autre ordre. Il s'agit de l'œuvre de construction de la classe ouvrière qui, pour la première fois, construit pour elle-même et selon son plan. Quoique très imparfait encore et peu coordonné, ce plan doit être pénétré de l'unité d'une grande pensée créatrice qui présidera à tous les détails de son exécution. La

mesquinerie des réformistes ne consiste pas dans leur souci des réformes partielles, mais dans le fait d'enserrer ces réformes dans le cadre restreint imposé par la volonté de l'ennemi. Si nos réformes soviétistes ont des limites étroites, ce sont les limites de notre puissance ou de notre faiblesse économique. De notre application et de notre persévérance il dépend de les élargir. Toutes nos tâches particulières — y compris la vente au détail dans les magasins soviétistes — entrent dans le plan de relèvement économique et culturel dont la classe ouvrière dominante poursuit la réalisation. Le plus héroïque combat de barricades lui-même est fait de détails fastidieux : il faut amener des poteaux, renverser des charrettes, tendre des fils de fer, etc. Mais la mesquinerie de ces travaux disparaît devant l'enthousiasme des combattants qui savent qu'ils luttent pour un grand but politique. Le sentiment que tous ses efforts sont concentrés vers un but unique arrache l'homme à la routine, au terre à terre, l'élève au-dessus des soucis journaliers, donne à sa vie un sens supérieur, pour peu qu'il participe consciemment à l'œuvre commune.

La construction socialiste est une construction méthodique de grande envergure. Et malgré les fautes et les erreurs inévitables, à travers les zigzags de la Nep, le Parti poursuit la réalisation de son plan, forme la jeunesse dans l'esprit de ce plan, apprend à chacun à relier sa tâche particulière à la tâche générale, qui aujourd'hui demande de savoir coudre un bouton et demain de mourir courageusement sous le drapeau du communisme.

Il faut que la technique soviétiste s'élève au niveau de la politique révolutionnaire. Le serrurier, le tisserand, l'ouvrier, l'ingénieur doivent devenir des rouages conscients du plan économique. Donner une formation technique à la jeunesse ce n'est pas seulement la spécialiser, mais la préparer à participer à l'édification du socialisme, à l'effort révolutionnaire méthodique. La Russie des Soviets offre un champ immense à l'application de la technique. Et, avec une organisation rationnelle, les jeunes prolétaires étudieront l'agronomie, la thermo-dynamique ou l'électro-technique avec le même enthousiasme que notre génération apprenait à organiser des grèves, des cercles et des typographies clandestines. La spécialisation est nécessaire, féconde, salutaire ; elle est la prémisses indispensable de tout succès. Mais, dans l'Etat ouvrier, elle ne doit pas mener à l'effacement de la personnalité, cantonner l'individu dans un domaine rigoureusement limité. Nous donnerons une spécialisation sérieuse à notre jeunesse — qui sera ainsi libérée du défaut fondamental de notre génération, laquelle prétendait à la science et au savoir-faire universels — mais cette spécialisation sera mise au service d'un plan général, rationnel, compris par chacun. Il nous faudra, dans les années qui vont suivre, former des cadres puissants de techniciens et de savants, élever la technique soviétiste à la hauteur du Parti communiste.

Voilà donc pour l'avenir. Mais, à l'heure actuelle, la question de la spécialisation technique et de l'appartenance au Parti est plus complexe et réclame une solution immédiate.

Certes, avant Octobre, les bolcheviks n'étaient pas uniquement des hommes de parti : ils remplissaient des fonctions, travaillaient dans une spécialité quelconque. Néanmoins, la différence avec l'époque actuelle est immense. L'Etat-major du Parti s'occupait alors presque exclusivement de travail politique et comprenait un nombre con-

sidérable de « révolutionnaires professionnels ». En outre, les bolcheviks occupés dans les usines, dans les bureaux ou ailleurs, ne donnaient à leur tâche professionnelle que leur temps et leurs forces physiques, mais non leur âme. Leur vie consciente et active ne commençait qu'après l'accomplissement du travail qui était leur gagne-pain. Maintenant, les cadres dirigeants du Parti sont composés presque entièrement de camarades occupant dans l'Etat des postes importants exigeant ordinairement une sérieuse spécialisation. Il en est de même d'un nombre considérable de membres qui, sans appartenir formellement à l'état-major, constituent néanmoins le noyau essentiel du Parti. Dans la tâche administrative, économique, militaire, diplomatique ou autre qui leur incombe, les communistes mettent maintenant toute leur âme, car il ne s'agit pas d'un service commandé, mais de l'œuvre de construction socialiste ; ils se spécialisent de plus en plus, ils aiment chaque jour davantage leur spécialité, et il doit en être ainsi car, sans la spécialisation, on ne saurait obtenir aucun succès sérieux dans cette entreprise colossale qu'est la construction d'un nouvel Etat et d'une nouvelle économie. Mais le danger qui en découle est grand ; à force de regarder fixement les arbres, on en arrive à ne plus voir la forêt.

Il y a trois ans, je disais que nous aurions accompli un grand progrès lorsque nos groupements intérieurs de tendances et de fractions auraient fait place à des groupements d'électriciens, d'agronomes, de spécialistes de toute sorte. Maintenant encore, ma pensée reste vraie. Mais le retard de la révolution mondiale implique le ralentissement de notre développement économique. Par suite, les questions politiques (rapports entre les ouvriers et les paysans, le Parti et la masse) auront encore longtemps pour nous une importance décisive et si morcelé et absorbé par les tâches techniques, le Parti perdait la faculté de s'orienter rapidement dans ces questions et de s'adapter à la situation, le danger serait grand. Chercher à l'éviter en revenant aux méthodes primitives de solution de toutes les questions étatiques par le Parti lui-même, au jugé, serait évidemment du « don Quichottisme » réactionnaire. Nous ne ferions ainsi qu'épuiser le Parti, en l'obligeant à exécuter avec ses seuls bras un travail pour lequel nous avons déjà des instruments. On ne préviendra l'enlèvement du Parti dans le fonctionnarisme que par l'application d'une série de méthodes susceptibles de le renforcer, de le cimenter fortement, d'élargir sa base, d'améliorer les « instruments » soviétistes et de lui apprendre à mieux s'en servir.

Il faut en premier lieu accroître dans le Parti le nombre des ouvriers. Notre industrie est maintenant plus stable que durant les premières années de la révolution et, nous l'espérons, elle le deviendra de plus en plus. Le recrutement des membres du Parti dans les usines peut et doit revêtir un caractère méthodique et individuel. Il nous faut conquérir chaque ouvrier qui mérite d'entrer dans nos rangs. Nous devons rallier à nous la jeunesse ouvrière tout entière. C'est là la tâche essentielle. La spécialisation des couches dirigeantes menacera d'autant moins de bureaucratisme, de momifier notre Parti, que les sources ouvrières qui l'alimentent seront plus abondantes.

Il convient ensuite d'élever le niveau politique et théorique du Parti. Le principal moyen à cet effet sera d'améliorer sa presse, qui devra mieux informer, intéresser davantage le lecteur, et qu'il faudra à tout prix débarrasser des rapports filandreux de fonctionnaires et des proclamations

monotones qui, loin d'instruire ou d'éveiller les énergies, ne font que fatiguer sans résultat l'attention. Mais c'est là un sujet qui demande à être traité spécialement et d'une façon concrète.

Enfin, un des moyens les plus importants et qu'il faut appliquer sans retard est le renforcement et l'amélioration du contrôle du Parti sur son travail personnel et sur celui de l'administration. Le bureaucratisme, le fonctionnarisme ont une force d'infiltration extraordinaire, une influence insensible, mais désagréable au plus haut point. Notre Parti le sait mieux que ses critiques. Il ne ferme pas les yeux sur ces tendances ; il les combat consciemment, méthodiquement, implacablement, non seulement par son action générale, mais par ses organes spéciaux de contrôle adaptés aux formes du travail actuel du Parti et de l'appareil soviétiste. Tout membre du Parti qui s'est « spécialisé » dans son institution au point d'avoir perdu toute liaison morale avec son parti n'a plus rien à y faire. Il peut être un travailleur utile dans l'administration, mais, quand il s'agit de déterminer la politique générale du Parti, il ne doit pas avoir voix au chapitre. Il faut arrêter à temps les communistes qui sont sur cette pente glissante. C'est là une tâche extrêmement importante qui ne saurait être accomplie automatiquement par l'action de l'appareil soviétiste. Notre Parti, comme tel, est très solidement organisé. Mais ses membres, quand ils entrent dans l'appareil soviétiste, sont soumis à d'autres conditions, ont entre eux d'autres rapports, font partie d'une autre hiérarchie. Entre l'organisme du Parti et l'organisme soviétiste, il existe une interpénétration très compliquée, mais insuffisamment organisée de la part du Parti. De là, la nécessité d'un organe de contrôle spécial, dont la tâche consisterait à assumer la réalisation de la ligne communiste dans le travail du Parti comme dans celui de l'appareil soviétiste et qui serait un organe autorisé, souple, animé de l'esprit de fraternité, mais implacable quand il le faudrait. Cette question, on s'en souvient, forme le thème principal des deux derniers articles de Lénine.

*
*
*

Goethe avait déjà dit qu'il faut sans cesse reconquérir les anciennes vérités. Cela s'applique aux individus aussi bien qu'aux partis et aux classes. Notre Parti doit reconquérir, c'est-à-dire revoir et vérifier par l'expérience, son programme national.

La politique intérieure et internationale de notre Parti est déterminée par deux facteurs fondamentaux : le mouvement révolutionnaire de classe du prolétariat d'Occident et le mouvement révolutionnaire national d'Orient. Nous avons déjà dit combien il importe de relier fortement l'éducation de notre jeunesse et de notre Parti au développement du mouvement prolétarien dans le monde entier. L'intelligence de la question nationale n'a pas une importance moindre pour l'orientation et l'éducation de notre Parti. Peut-être cette affirmation est-elle de nature à provoquer l'incompréhension : en effet, en Occident, il s'agit de la lutte du prolétariat pour le pouvoir, et en Orient, de la libération des peuples paysans du joug étranger. Evidemment, ces deux mouvements se rapportent à des stades différents de l'évolution sociale, mais, historiquement, ils se confondent et sont dirigés contre un seul et même puissant ennemi, l'impérialisme. Et si nous méconnaissons l'importance énorme du facteur national, sa force extraordinaire, nous risquerions de compromettre le sort du mouvement révolutionnaire

pour de longues années, sinon pour toujours (1).

L'expérience de notre révolution nous a appris l'importance des rapports entre le prolétariat et la paysannerie, rapports qui doivent correspondre aux forces de ces classes et au développement du mouvement révolutionnaire dans le monde entier. C'est pourquoi nous parlons maintenant à tout propos, — et quelquefois hors de propos, il faut bien l'avouer, — du « trait d'union » entre la ville et la campagne. Néanmoins, nous nous sommes fortement assimilé le fond de la question. Ce n'est pas sans raison que notre gouvernement s'intitule gouvernement ouvrier et paysan. Si le triomphe de notre révolution dépend de la collaboration rationnelle du prolétariat et de la paysannerie, celui de la révolution mondiale dépend au premier chef de la collaboration du prolétariat de l'Europe Occidentale avec le mouvement révolutionnaire national des paysans d'Orient. La Russie forme la soudure entre l'Occident prolétarien et l'Orient paysan, pour lesquels elle représente en même temps un vaste champ d'expérience.

En Russie même, la question des rapports entre le prolétariat et la paysannerie revêt un aspect différent, selon les régions. Ainsi, en Grande Russie, ces rapports ont uniquement un caractère de classe, ce qui simplifie la tâche et facilite la solution de la question. Il en est autrement des rapports du prolétariat grand-russien, qui joue le premier rôle dans notre Union soviétique, et de la paysannerie de l'Azerbeïdjan, du Turkestan, de la Géorgie ou de l'Ukraine. Dans ces régions, autrefois opprimées, toutes les questions sociales, économiques, administratives et culturelles se développent dans le prisme national. Les malentendus entre le prolétariat et la paysannerie et même entre les différentes catégories du prolétariat y revêtent inévitablement un caractère national. Ce qui, à Moscou ou à Pétrograd, ne sera qu'un simple conflit pratique entre les autorités centrales et locales, la ville et le village, le textile et la métallurgie, peut facilement, en Géorgie, en Azerbeïdjan et même en Ukraine devenir un conflit entre la tendance « dominante » de Moscou et les aspirations des petites nations. Parfois, il en est ainsi : plus souvent, on s'imagine qu'il en est ainsi. Notre tâche consiste à éviter les conflits réels et même toute apparence de conflit. C'est là un problème très important qu'il nous faut résoudre à tout prix : par voie constitutionnelle, administrative et, en premier lieu, par le Parti.

Quel est en général le danger d'une politique erronée à l'égard de la paysannerie ? De détacher cette dernière du prolétariat et de la pousser vers la bourgeoisie. Mais ce danger devient beaucoup plus grand quand il s'agit des masses rurales et du prolétariat jeune et peu nombreux des *petites nations arriérées, opprimées autrefois par le tsarisme*. L'élément national est aussi un facteur important qui, à maintes reprises, l'histoire le démontre, a servi à cimenter puissamment des classes adverses. Les mencheviks géorgiens, les partisans de Pétlioura en Ukraine, les dachnaks (2) arméniens, les moussavatistes (3) de l'Azerbeïdjan, etc..., ne pourront rien contre nous, si nous savons accorder une attention sé-

rieuse aux besoins des peuples dont ils exploitent les vexations et les humiliations ; au contraire, si nous ne comprenons pas l'immense importance qu'il y a pour nous à gagner la confiance des nations autrefois opprimées, les revendications des masses laborieuses de ces pays, leurs moindres sujets de mécontentement revêtiront un caractère d'opposition nationale et l'idéologie nationaliste créera, ou plutôt reconstituera, entre la bourgeoisie et les travailleurs une alliance formidable dirigée contre la révolution.

Grâce à la dictature de la classe ouvrière, il est possible, pour la première fois dans l'histoire, de résoudre justement la question nationale. En effet, élastique et ferme à la fois, le cadre étatique du régime soviétique donne toute liberté de s'exprimer aux tendances centripètes de la révolution et permet l'entière satisfaction des besoins de l'économie socialiste. Mais nous nous leurretions si nous croyions avoir déjà résolu la question nationale. Cette illusion (dont notre Parti lui-même n'est pas complètement affranchi) est souvent la marque d'un nationalisme latent qui, sans être agressif, n'aime pas néanmoins à être dérangé. On ne résoudra la question nationale qu'en assurant à tous les peuples la possibilité entière de communier avec la culture mondiale dans la langue que chacun d'eux considère comme la sienne propre. Cela suppose un développement matériel et intellectuel dont nous sommes encore loin et dont nous ne pouvons rapprocher artificiellement le terme. Mais ce que nous pouvons faire, c'est montrer et prouver par l'action de notre appareil étatique à toutes les petites nations arriérées, opprimées auparavant par le tsarisme, que si leurs besoins ne sont pas satisfaits, il faut en chercher la raison dans les conditions objectives, les mêmes pour toute la S.S.S.R., et non pas dans notre indifférence ou notre partialité. Conquérir la confiance des nations faibles, c'est là pour notre Parti une tâche de première importance.

La guerre civile a éclairé sur nos intentions les masses de l'Union des Républiques soviétiques. Jamais de notre côté elle n'a été entachée de nationalisme ou d'« impérialisme ». Elle a eu essentiellement un caractère révolutionnaire de classe, et c'est ainsi qu'elle s'est déroulée sur tout le territoire, et même parfois au delà des limites de l'ancien empire tsariste. Elle s'est étendue à différents groupements nationaux et a frappé durement certaines parties de notre Union soviétique. Menée pour le salut de la révolution, ses lois primaient alors toutes les autres. On détruisait les ponts sans se soucier du dommage qui en résulterait pour la vie économique. Les états-majors et les troupes occupaient des écoles dont ils faisaient sortir maîtres et élèves. La guerre ne pouvait manquer de porter un coup terrible à la civilisation et, en particulier, à la vie nationale. En outre, il arrivait que par l'ignorance des soldats, la mauvaise volonté de certains commandants, le manque d'énergie des commissaires politiques, le sentiment national fût méconnu et même outragé. Mais c'étaient là des cas isolés. Cimenter dans le sang l'alliance des travailleurs de toutes les nationalités contre leurs oppresseurs de classe, la guerre civile était essentiellement une collaboration des citoyens des nationalités faibles et arriérées et des citoyens de la nation auparavant dominante sur la base de l'égalité dans la jouissance de tous les biens matériels et immatériels que peut et doit assurer l'appartenance à l'Union des Républiques soviétiques. Durant des siècles, le mécontentement national s'est

(1) En Occident également, la question nationale jouera encore un rôle considérable dans la révolution, principalement en ce qui concerne la Pologne, la Roumanie, les Balkans et le reste de l'Europe Centrale. Mais nous ne traitons ici le sujet que dans les grandes lignes.

(2) Mencheviks d'Arménie.

(3) Mencheviks d'Azerbeïdjan.

développé chez les nations opprimées. Et il est impossible d'y mettre fin uniquement par une déclaration sincère, même érigée en loi. Il faut que les petits peuples sentent qu'il s'est produit un revirement radical dans la nation auparavant « dominante » et que toutes les dérogations de ses membres aux principes de l'égalité pratique et morale, à la fraternité nationale effective, sont punies par la classe dirigeante comme des actes de sabotage et de trahison. Maintenant que nous entrons dans une période de travail économique et culturel méthodique, les petites nations suivront avec une attention particulière la répercussion sur elles des mesures économiques, politiques, juridiques et autres du pouvoir soviétiste, c'est-à-dire l'attitude de notre Parti dans ces questions.

Certes, nos adversaires cherchent et chercheront à pêcher en eau trouble. Ainsi, dans sa furieuse campagne internationale sur la question géorgienne, la social-démocratie représente l'expulsion des mencheviks comme l'écrasement de la nation géorgienne. Nous avons démontré irréfutablement que l'épuration de la Géorgie de la clientèle mencheviste de l'impérialisme était une question de vie et de mort pour notre révolution. Il est hors de doute que, par ses buts et ses résultats, la révolution prolétarienne coïncide entièrement avec les intérêts des petits peuples opprimés. Mais, dans son développement, elle peut léser et léser effectivement les intérêts et les sentiments nationaux. Il est incontestable que la pénétration en Géorgie de l'Armée Rouge, appelée par les insurgés géorgiens, non seulement est interprétée par les charlatans du menchevisme international comme une manifestation de la politique « de conquêtes » du pouvoir soviétiste, mais pouvait être et a été en réalité comprise ainsi par une certaine partie des paysans et même des ouvriers géorgiens. Il ne suffit pas de prouver, faits en main, que les mencheviks ouvraient consciemment à l'impérialisme mondial les voies les plus dangereuses pour la révolution, car la partie la plus arriérée des travailleurs géorgiens, imbuée alors de méfiance envers l'Armée Rouge, est précisément incapable de comprendre la connexion révolutionnaire des événements sur l'échelle internationale. La seule politique convaincante en l'occurrence sera celle qui montrera pratiquement au paysan géorgien que ses intérêts culturels, ses sentiments nationaux, son amour-propre national si souvent froissé, sont satisfaits maintenant dans la mesure où le permettent les conditions objectives.

Il est très possible que nous soyons encore témoins d'un accroissement de la susceptibilité et même de la méfiance nationale chez les peuples auparavant opprimés, qui exigent maintenant à bon droit de la révolution qu'elle les préserve contre toute inégalité dans le domaine des rapports nationaux. Il se peut que les tendances nationalistes pénètrent ou se renforcent même parmi les communistes des petites nations. Mais ces phénomènes n'ont ordinairement qu'un caractère symptomatique. De même que l'anarchisme dans les milieux ouvriers est ordinairement l'indice et le résultat de l'opportunisme des dirigeants des organisations ouvrières, de même le nationalisme des communistes des petits peuples dénote que les tendances dominatrices n'ont pas encore entièrement disparu de l'appareil étatique et même du parti dirigeant.

Le danger est d'autant plus grand que la jeune génération du Parti n'a pas eu encore affaire pratiquement à la question nationale. Dans la Russie tsariste, cette question se posait constamment devant notre Parti, qui l'utilisait largement

dans son agitation et lui consacrait une place importante dans sa théorie. Aussi l'apprentissage des « vieux » sur ce point est-il déjà fait (quoiqu'il leur arrive aussi de tomber dans l'erreur). Quant à notre jeunesse, elle est née dans un pays où il n'existait pas d'oppression nationale. Elle s'est familiarisée avec les questions de la défense militaire de la République ; elle aborde maintenant les questions de l'économie. La question nationale ne s'est presque pas présentée à elle. C'est pourquoi il lui semble parfois qu'elle l'a déjà résolue, comme par exemple celle de la religion, et que la tâche sur ce point est terminée.

Les éléments les plus révolutionnaires, les plus prolétariens des petites nations arriérées elles-mêmes manifestent souvent une compréhension insuffisante de la question nationale. De jeunes révolutionnaires ardents et sincères, dont l'adhésion au Parti communiste russe a considérablement élargi l'horizon, sont portés parfois néanmoins à considérer la question nationale dans leur pays non comme un problème à résoudre, mais comme un obstacle à franchir. La lutte contre le nationalisme, quelle que soit sa source, est une tâche importante des éléments révolutionnaires avancés. Mais elle doit être essentiellement une propagande patiente et s'appuyer non pas sur la méconnaissance, mais sur la satisfaction des besoins nationaux.

Pour justifier leur indifférence à l'égard de la question nationale, certains de nos camarades allèguent parfois que c'est là une « concession » temporaire, dans le genre de notre programme agraire ou de la Nep. Cette comparaison peut être acceptée conditionnellement. Evidemment, il serait plus facile d'édifier le socialisme s'il n'y avait pas besoin de « concessions » nationales, c'est-à-dire s'il n'y avait pas eu autrefois d'oppression nationale et s'il n'y avait pas maintenant de différences de langue et de culture entre les diverses nations de notre pays. De même, notre tâche serait plus aisée si nous n'avions pas des dizaines de millions de paysans à remorquer. Il vaudrait mieux également pour la révolution prolétarienne que l'Asie fût une arène de lutte de classe comme l'Europe. Mais cette façon de poser la question est entièrement dépourvue de réalisme. Au fond, l'indifférence ou le dédain pour la question nationale dénote fréquemment une conception rationaliste abstraite de l'histoire. Or, le réalisme révolutionnaire de notre Parti consiste à prendre les faits tels qu'ils sont et à les combiner pratiquement dans l'intérêt de la révolution.

Si, à la veille d'octobre, nous avons négligé la masse rurale, loin de nous rapprocher par là du socialisme, nous ne serions même pas arrivés au pouvoir soviétiste. Notre parti ne s'est bien rendu compte de l'importance de la paysannerie que pendant les années consécutives à la révolution d'Octobre : les « vieux » ont compris alors pratiquement ce qu'ils savaient auparavant théoriquement, et la jeunesse qui, du coup, s'est heurtée pratiquement à la question, se l'assimile maintenant théoriquement. Dans la question nationale le Parti a incontestablement besoin d'un cours de récapitulation, et la jeunesse, d'un cours élémentaire. Ce cours il faut le suivre sans tarder et d'après un programme très net, car méconnaître la question nationale, c'est risquer d'y sombrer.

La sollicitude pour les besoins des nationalités ne signifie pas, évidemment, qu'il faille cultiver le séparatisme économique, profitable peut-être à la bureaucratie locale, mais non aux masses populaires. Il est clair que la centralisation de l'administration des chemins de fer dans l'Union des

Républiques Soviétistes n'exclut nullement l'emploi de la langue de chaque pays sur son secteur du réseau ferroviaire. Et, dans l'appréciation des revendications et des programmes d'autonomie, il convient de distinguer nettement entre les prétentions locales, purement bureaucratiques des sphères administratives supérieures — parfois extrêmement portées à russifier la population locale et en même temps, à se rendre indépendantes de l'autorité centrale — et les intérêts véritables, vitaux, de la masse populaire.

L'autonomie la plus large dans le domaine de la culture nationale est en principe parfaitement compatible avec la centralisation économique, dans la mesure où cette dernière est imposée par des conditions naturelles ou des nécessités de production. Mais l'accord de la centralisation économique avec la décentralisation culturelle est, dans la pratique, un problème extrêmement complexe, dont la solution exige de la prudence, de la réflexion et du tact. Il est naturel que les nations qui ont autrefois souffert de l'oppression et qui en portent encore la marque, soient enclines à défendre leur autonomie dans des domaines qui, au point de vue administratif ou économique, gagneraient à être centralisés. Dans ces cas, il faut commencer par démontrer aux couches dirigeantes des nations faibles ou arriérées les avantages de la centralisation, afin qu'elles aident la masse à comprendre que cette centralisation n'est pas

le résultat de l'arbitraire de l'autorité supérieure, mais une mesure d'intérêt général appliquée avec le consentement des parties intéressées. En politique, et surtout en politique nationale, le rationalisme ne saurait être de mise.

Deux mots pour conclure. Récemment, j'entendais un vieux communiste déclarer que le fait d'accorder de l'importance à la question nationale dans la révolution n'était ni plus ni moins que du menchévisme, du libéralisme. Voilà ce que c'est que de retourner les choses et les conceptions à l'envers ! Tant que le menchévisme est dans l'opposition, il flatte les aspirations des minorités nationales et distribue à profusion les promesses démocratiques sans oser jamais poser carrément la question, c'est-à-dire appeler les opprimés à l'insurrection ; mais, dès que « l'unité nationale » est en danger ou qu'il est lui-même au pouvoir, il s'acquiesce consciencieusement de la mission qui lui a été confiée par la bourgeoisie et continue la politique de centralisation et d'oppression de cette dernière en démasquant le nationalisme... des peuples opprimés. Le bolchevisme qui, tout en restant fidèle au principe de classe, a compris l'immense importance révolutionnaire du facteur national, a par là même démontré sa clairvoyance, sa perspicacité.

19 mars 1923.

L. TROTSKY.

Barrès, idéologue de la réaction

Ce Maurice Barrès, cet ancien « prince de la Jeunesse » qui vient de mourir exactement sexagénaire, avait ma foi bien du talent. Pas du génie, comme le clament aux quatre vents un tas de sots thuriféraires : du talent ! Il y a une « phrase barrésienne », un « style barrésien » qui ne ressemblent à la phrase et au style d'aucun autre écrivain français.

Proudhon, qui aimait en toute chose, la vigueur, la substance et la solidité et de qui les idées sur les « ouvrages de l'esprit » s'apparentaient à celles de Nicolas Boileau, eût méprisé, n'en doutons pas, ce mélodiste à la voix grêle, aux cadences tronquées, aux artifices nonchalants. Proudhon, paysan robuste, lâché dans la littérature, ne devait rien au romantisme et *Le Jardin de Bérénice* lui eût paru d'une fausseté scandaleuse en même temps que mortellement insipide. Il eût dénoncé en Barrès, non sans raison, un de ces « femmelins de l'intelligence, en qui, l'idée se troublant, la passion ou l'affectivité l'emporte sur la raison et qui, malgré des qualités éminentes, viriles même, font incliner la littérature et la société vers leur déclin ».

Proudhon était impitoyable aux joueurs de flûte, aux baladins et aux jongleurs. Qui niera cependant — à moins d'être un autre Proudhon — qu'en Barrès l'instrumentiste est in-

comparable. Il en est qui l'égalent, il n'en est guère qui le dépassent. Tout un demi-siècle de littérature purement « littéraire » et d'art purement « artistique », toute une époque qui commence vers 1820, aux premières modulations de la harpe lamartinienne, aboutit en 1890 à ce merveilleux magicien qui, par l'unique prestige de ses phrases chantantes, s'est montré capable d'animer un paysage immobile au gré de son désir et de son rêve, de conférer un sens aux eaux, aux arbres, aux collines, de faire courir des frissons sur l'épiderme de « l'impassible nature ». Il a reçu de ceux qui l'ont précédé dans cette voie le voluptueux secret des images évocatrices, des justes et belles épithètes, des allitérations et des sonorités musicales. Et cela, depuis Lamartine, et Vigny, et Hugo, c'est ce qu'on nomme littérature — mélange éclatant et subtil de tous les arts : poésie, musique, peinture, aux délices et aux sortilèges de quoi il faudrait être bien barbare — étant de ce temps-ci et n'étant pas Proudhon — pour ne pas s'abandonner quelquefois.

C'est de la littérature. C'est seulement de la littérature.

Les hommes ne sont point faits pour écouter indéfiniment les concerts des poètes. Ils sont faits pour agir, et l'action depuis qu'il

y a des hommes groupés en sociétés, consiste essentiellement dans la *production*, qui est travail, et dans la *politique* qui est combat. De tout temps, de très grands artistes ont compris cette loi humaine, et c'est ce qui explique, tout près de nous, le renoncement d'un Tolstoï lâchant la plume pour l'outil, plus loin de nous le geste d'un Lamartine et d'un Hugo se jetant dans la mêlée des partis... Barrès aussi l'avait comprise. Étant intelligence autant que sensibilité. Il avait atteint sa vingtième année à un moment où la littérature s'isolait de plus en plus de la société des hommes, où le scepticisme et le dilettantisme s'emparaient des meilleurs esprits. Après qu'il eut poussé, dans le *Culte du Moi*, les sentiments de la décadence jusqu'à leur expression la plus raffinée, après qu'il eût magnifié l'individualisme et l'anarchie, il s'opéra soudain en lui une sorte de redressement. Il se dit que le « *Moi* individuel est tout supporté et alimenté par la société » — rien de plus juste, encore que ce mot de société soit bien vague : il n'y a pas, en vérité, de société, il y a des milieux sociaux, il y a des *classes*. — Il attesta que « nous sommes le produit d'une collectivité qui parle en nous » : il découvrit en un mot ce qu'il appela la *Terre et les Morts*... Et l'anarchiste dilettante se mua en régionaliste lorrain, en nationaliste français.

Evolution individuelle ? Evidemment. Elle manquerait toutefois d'intérêt si elle n'avait été aussitôt imitée par toute une génération de jeunes gens — poètes, romanciers, journalistes. On peut bien dire, que, depuis vingt-cinq ans, le nationalisme de Barrès (poussé par ce sinistre logicien de Maurras jusqu'au nationalisme intégral, jusqu'aux frontières du fascisme) a inspiré presque toute la bourgeoisie lettrée, l'a arrachée peut-être définitivement (encore qu'en matière de mode intellectuelle on ne sache jamais) à la libre pensée, à l'antimilitarisme, à la démocratie, l'a ramenée, pénitente, au bercail de la sacro-sainte tradition.

Oui, il a suffi que le joueur de flûte embouchât un beau matin la trompette, pour qu'au dilettantisme anarchisant et renanien de 1885 succédât, dans la bourgeoisie qui pense (ou croit penser) un autre dilettantisme moins sympathique et plus dangereux : celui de la Patrie et du bon Dieu. Je le crois tout aussi insincère ; s'il a, plus que l'ancien, des chances de longévité c'est qu'il s'ajuste infiniment mieux que lui aux intérêts de classe de la bourgeoisie dirigeante.

La contre-révolution française perd en Barrès son plus brillant idéologue et son meilleur poète. Il quitte ce monde chargé de tous les

honneurs temporels, — qui, selon Flaubert, déshonorent. Il retourne, parmi les pompes officielles, à sa terre et à ses morts. Le prolétariat révolutionnaire qui a suivi le front baissé, le cœur en deuil, le cercueil d'un Zola, d'un Jaurès, a laissé sans se détourner, passer celui de Barrès — le mort et lui ne se devaient rien l'un à l'autre : ce sont deux mondes, deux cultures qui ne pouvaient que se combattre. A la culture traditionnelle et donc réactionnaire dont un Barrès, — qui, croyant retrouver sa terre et ses morts, n'a retrouvé en fait que sa *classe*, — s'est fait le héraut, le prolétariat *peut et doit* opposer la sienne, encore inachevée, mais dont la lente élaboration, poursuivie à travers les pires vicissitudes, est assurée d'aboutir. A la terre et aux morts, à cette philosophie morbide, glorificatrice des cimetières — des charniers — le prolétariat *peut et doit* opposer les deux grandes forces qui font vivre : le travail et le combat. Sur la terre et les morts, on ne fonde que l'esclavage, l'assujettissement des hommes aux puissances meurtrières du passé. Tournons-nous du côté de l'avenir. L'avenir n'est ni à la terre ni aux morts : il est à l'industrie moderne qui bouleverse, jour après jour, les conditions de l'existence humaine, et il est au prolétariat qui, fils de la grande industrie, ouvrira, par la révolution sociale, l'ère future de la liberté.

Amédée DUNOIS.

Je n'ai rien dit du rôle de Barrès dans la guerre. A quoi bon ? Il y aurait là trop à dire. Un seul mot : Barrès n'avait cessé de prêcher la guerre, la revanche. La guerre est venue, et il ne l'a point faite. Ce virtuose du chant pouvait passer de la flûte à la trompette, mais non de la trompette au fusil.

Vient de paraître :

BOUKHARINE ET PREOBRAJENSKY

A. B. C. du Communisme

Un gros volume de 370 pages
que pas un militant ne peut se dispenser
de lire,

de faire lire autour de soi, d'étudier.

Prix 6 francs
Franco 7 francs

Librairie de « L'Humanité »
120, rue Lafayette, PARIS (X^e)

RETOUR D'ALLEMAGNE

Notre camarade Treint vient de faire un nouveau séjour en Allemagne, où il lui a été donné d'étudier d'une manière approfondie la situation si complexe de ce pays. Les ignorants qui parlent si légèrement de « bluff » quand on envisage les perspectives de révolution allemande feront bien de tirer profit des observations de notre collaborateur, faites scrupuleusement sur place et basées sur de solides matériaux.

La vie économique

En trois mois, la vie économique de l'Allemagne a subi de profondes modifications. La chute du ministère Cuno, l'abandon de la résistance passive à l'occupation de la Ruhr, les conventions séparées passées par les industriels rhénans avec Degoutte et la Micum (mission de contrôle interalliée des usines et des mines), le développement sous la protection du gouvernement français du mouvement séparatiste rhénan sont autant de pas qui ont acheminé, et dont les conséquences continuent à acheminer l'Allemagne non occupée vers une séparation durable, à la fois économique, douanière et politique, d'avec les provinces occupées.

Or, la Ruhr et la Rhénanie représentent dans l'économie allemande et par rapport à l'ensemble du Reich la masse la plus importante de l'industrie lourde, de l'industrie des demi-produits et même de l'industrie d'un grand nombre de produits finis. La Ruhr et la Rhénanie produisaient aussi, et sont destinées à produire dans l'avenir la plus grande partie de la houille, du coke métallurgique et des produits chimiques qui sont nécessaires au fonctionnement de l'industrie du reste de l'Allemagne. En résumé, la Ruhr et la Rhénanie représentent dans une large mesure, pour l'ensemble du Reich, et l'approvisionnement en matières premières, et la puissance exportatrice de l'Allemagne.

Séparée durablement des provinces occupées, l'Allemagne non occupée tend de plus en plus à prendre le caractère d'un Etat importateur de matières premières et d'un Etat peu ou même pas du tout exportateur, consommant presque entièrement les produits de son industrie. Un Etat qui d'une part importe beaucoup plus qu'il n'exporte et qui d'autre part est dépourvu de colonies productives va évidemment vers la catastrophe.

Au fur et à mesure, qu'après la chute de Cuno, et l'échec de la politique nationaliste de revanche capitaliste sur l'impérialisme français, le caractère durable de la séparation de la Ruhr et de la Rhénanie d'avec l'Allemagne non occupée, tendait à s'affirmer de plus en plus clairement, se dessinait de plus en plus nettement les traits essentiels de la transformation de l'économie allemande. Cette transformation est principalement caractérisée aujourd'hui par l'élévation des prix du marché intérieur au-dessus des prix du marché mondial, par l'apparition d'une énorme crise de chômage, et par un détraquement extraordinaire de tout le système monétaire.

Elévation des prix

La résistance à l'impérialisme français n'est possible que par la prise du pouvoir par le prolétariat allemand et par le front unique de la Révolution allemande et de la Révolution russe avec les travailleurs du monde entier. La résistance de Cuno ne pouvait qu'aboutir à la défaite. Dès que cette défaite commença à apparaître comme inévitable, la situation catastrophique qui allait en résulter jointe à la tension croissante des antagonismes sociaux, créa un état de choses plus perceptible et plus immédiatement perceptible en Allemagne qu'à l'étranger.

Il en résulta une baisse du mark plus rapide elle aussi en Allemagne qu'à l'étranger. Baisse du mark, cela veut dire qu'il faut davantage de marks pour acheter des valeurs réelles (charbon, fer, etc.). Baisse du mark plus rapide en Allemagne qu'à l'étranger, cela veut dire qu'il faut davantage de marks en Allemagne qu'à l'étranger pour acheter ces mêmes valeurs réelles. Ainsi les matières premières et par suite les produits fabriqués et les produits agricoles cotèrent alors plus de marks en Allemagne qu'à l'étranger. Et rapidement les prix du marché intérieur montèrent au-dessus des prix du marché mondial.

Aujourd'hui la vie est environ quatre fois plus chère en Allemagne qu'en France. Le prix d'un repas tout à fait ordinaire à Berlin est de 25 frs. environ. Un œuf y coûte 3 à 4 francs. Les magnats industriels ont bien des raisons de maintenir cet état de choses. Ils peuvent, en important leurs matières premières au tarif mondial et en vendant leurs produits au tarif intérieur, réaliser d'énormes bénéfices. Rien n'empêchera d'ailleurs ceux d'entre eux qui exportent et en particulier ceux de la Ruhr et de la Rhénanie d'organiser au fur et à mesure de la reprise de l'activité économique de la Ruhr un système de dumping, c'est-à-dire un système de bas tarifs d'exportation. Ils le peuvent puisqu'ils produisent eux-mêmes les matières premières, ou qu'ils les importent au prix du marché mondial et qu'ils payent à leurs ouvriers des salaires moindres que ceux des ouvriers anglais, américains ou français.

Naturellement, il s'agit d'un phénomène très complexe. Toutes les forces capitalistes ne jouent pas dans le même sens. Les industriels qui travaillent sur des matières premières achetées au tarif intérieur ne peuvent pas concurrencer leurs rivaux étrangers sur le marché mondial et doivent nécessairement se dresser contre cette élévation des prix intérieurs. Il faut tenir compte aussi de la concurrence des produits étrangers importés de France, d'Autriche, de Pologne, de Russie, d'Amérique: importation qui tend à ramener les prix intérieurs au niveau du marché mondial. Cependant, on peut dire que la partie de la grande industrie intéressée au maintien des prix élevés dispose des moyens économiques et politiques susceptibles de maintenir pendant un temps assez long cette élévation des tarifs intérieurs. Notons aussi, en passant, que les bas prix de l'industrie allemande ne pesant plus, comme c'était il y a trois mois, sur les prix mondiaux, ceux-ci vont avoir une tendance à s'élever et qu'ainsi sera favorisé l'accroissement de la cherté de la vie dans le

monde entier, en France comme ailleurs. C'est un argument qu'ici nous ne devons pas négliger dans notre agitation.

Le chômage

Le détraquement du mécanisme de production de la Ruhr, les barrières élevées entre les provinces occupées et le reste du Reich, l'élévation des prix intérieurs qui interdisent à certaines catégories d'industriels de l'Allemagne non occupée la concurrence avec les produits étrangers sur le marché mondial, ont déterminé le ralentissement ou l'arrêt de la production dans un grand nombre d'entreprises.

Il en est résulté un énorme chômage. Plusieurs millions de chômeurs dans le Reich, plus de 250.000 chômeurs à Berlin, sans parler des demi-chômeurs. C'est une situation terrible pour le prolétariat et que l'extrême misère contribue à ne pas rendre pleinement perceptible dès l'abord. Beaucoup d'ouvriers disent : « Bah ! crever de faim en chômant ou en travaillant, peu importe. Plutôt chômer. » Mais voici l'hiver, les grands froids. Il faudra payer le charbon, les loyers. Et la misère des chômeurs va devenir tragique.

Les syndicats, minés par la chute du mark, sont dans l'incapacité totale de distribuer des secours. Les secours de chômage, insuffisamment distribués par l'Etat ou les communes, viendront encore s'ajouter au déficit et contribueront à détraquer davantage le mécanisme financier de l'Etat bourgeois. Ajoutons que les chômeurs verront s'aggraver leur état de misère physiologique et que, eux et leur famille, un peu plus que les autres prolétaires, vont être la proie de la maladie et des épidémies. Sur la voie publique, dans les queues qui stationnent devant les magasins ou devant les soupes populaires, nombreux sont ceux qui tombent et qu'on doit emmener d'urgence à l'hôpital. Il en est même qui meurent avant d'y arriver.

Le détraquement monétaire

Le détraquement monétaire s'est aggravé au cours des trois derniers mois d'une manière inouïe et il se manifeste aujourd'hui par des phénomènes bizarres et contradictoires.

Pendant l'accélération fantastique de la baisse du mark depuis le commencement du mois d'août, la fabrication des nouveaux billets a constamment été en retard sur les besoins. Il a fallu payer avec de petites coupures. Quiconque avait un peu de papier d'avance le transformait en devises étrangères et ne changeait celles-ci que peu à peu. L'Allemagne tout entière a dépensé et dépense encore une notable partie de son énergie à imprimer des coupures, à les répartir, à les compter, à les manipuler, à les changer et à les rechanger. Parfois les coupures ont manqué pour payer les salaires et il s'en est suivi des émeutes.

Les villes ont, sous la pression de la nécessité, imprimé des coupures valables seulement pour la localité. La multiplicité de ces monnaies locales ajoute mille petites difficultés à la misère de l'existence. Les coupures de l'emprunt-or ; les « dollars allemands » sont restés entre les mains des industriels et des banquiers. Le Rentenmark, garanti par une encaisse-or, ne pourra pas longtemps suffire aux besoins les plus urgents et, par la voie de l'inflation, il suivra le mark ordinaire dans sa chute catastrophique. Le mark a tellement baissé qu'il n'est plus coté à l'étranger. Cela a permis de le stabiliser artificiellement. Au début de décembre, le franc valait à Berlin 225 milliards de marks et le dollar 4.200. Ainsi le mark est tombé bien en dessous du rouble soviétique.

Le mark ne s'est pas stabilisé partout au même

niveau. A la périphérie du Reich, il est bien au-dessous du cours de Berlin. Fin novembre, le franc valait, dans la capitale, 225 milliards, alors qu'à Coblenz il en valait 600 et à Cologne 400. On imagine aisément à quelle folle spéculation un tel état de choses peut donner naissance. Les rues des grandes villes d'Allemagne fourmillent de rabatteurs, de « schicher », qui accostent les passants en leur proposant du dollar, de la livre, du Rentenmark à des cours supérieurs à la cote officielle. Partout la « Bourse noire » fonctionne en grand.

Au moment de la formation du ministère Marx, une série de manœuvres gouvernementales ont consolidé le mark, qui a notablement remonté en un jour. Le 5 décembre, le dollar est passé de 4.200 milliards à 3.500. Un phénomène analogue s'était produit quelques jours plus tôt lors de la paye. Le mark remontant, les patrons payèrent en Rentenmarks, dont les ouvriers ne voulaient pas, et cela occasionna des troubles dans bien des endroits.

Tout ce détraquement monétaire ne peut qu'aller s'aggravant dans un Etat comme l'Allemagne non occupée, dans un Etat important plus qu'il n'exporte, dans un Etat dont le budget est en déficit.

La misère du prolétariat

A travers tout le tableau qui précède, on devine aisément la misère effroyable du prolétariat. Salaires de famine, chômage, maladies, épidémies, mortalité infantile, tel est son sort. Et c'est au moment où des millions de travailleurs sont jetés à la rue que le capitalisme, par l'organe du ministère Marx, accroît son offensive résolue pour imposer aux ouvriers la loi de 10 heures, en commençant à la faire décréter pour les employés d'Etat. Un tel fait vous souligne les contradictions du régime.

Objectivement révolutionnaire depuis longtemps, la situation en Allemagne le devient de plus en plus. La révolution en Allemagne n'a pu être évitée que par les trahisons répétées et toujours plus cyniques des chefs réformistes et des chefs social-démocrates de droite et de gauche. La conférence de Chemnitz, où la gauche social-démocrate saxonne s'opposa à la défense du gouvernement ouvrier contre la Reichswehr, ne sera pas, n'est déjà plus la dernière de leurs trahisons. Mais Chemnitz a été le point culminant de cette liste déjà trop longue de forfaitures, car le prolétariat allemand, dans ses masses profondes, voit de plus en plus clairement que, seuls, les communistes, seuls les hors la loi, peuvent le mener à la victoire libératrice.

La vie politique

La vie politique actuelle de l'Allemagne est caractérisée par la formation du bloc bourgeois orienté de plus en plus vers la droite, par la lutte de la social-démocratie pour conserver son influence à la fois dans le camp ouvrier et dans le camp bourgeois, et par l'interdiction du Parti communiste, dont l'influence sur le prolétariat grandit quand même.

Cette situation découle du recul prolétarien de Chemnitz, qui fut la conséquence de la trahison des social-démocrates de gauche dans le gouvernement ouvrier saxon. Ceux-ci présentèrent l'entrée de la Reichswehr en Saxe comme une opération du gouvernement de Berlin en vue de concentrer ses forces militaires contre la Bavière pour la protection des ouvriers et pour la protection de la République de Novembre contre le fascisme. C'est ainsi qu'ils s'opposèrent à la grève

générale contre l'entrée de la Reichswehr en Saxe. Et l'on voit maintenant la Reichswehr exercer dans tout le Reich, et en particulier en Saxe et en Thuringe, une sauvage répression contre la classe ouvrière.

La formation du bloc bourgeois

Le morceau de résistance de ce bloc bourgeois, qui a trouvé son expression politique dans le cabinet Marx, continué à être le parti populiste : le parti de la grande industrie, le parti de Stresemann.

En Allemagne, le fascisme a échoué comme mouvement de masse des classes moyennes, grâce à la tactique souple du Parti communiste allemand. Il ne reste au fascisme que son aile militaire aux ordres de la grande industrie. Cette aile s'appuie aussi sur les partis de l'extrême droite et achemine tout doucement l'Allemagne, avec la complicité des chefs social-démocrates, vers une dictature militaire réalisant un coup d'Etat progressif derrière le paravent légal de la Constitution de Weimar.

Ce bloc bourgeois, qui cherchera toujours, en cas de péril révolutionnaire, à réaliser l'unité parfaite contre le prolétariat, est cependant loin d'être uni. La bourgeoisie est travaillée par de graves divergences que les communistes devront utiliser. Il y a la rivalité des Wittelsbach et des Hohenzollern, c'est-à-dire des anciennes familles régnantes de Bavière et de Prusse. Les monarchistes bava- rois, derrière leurs hommes de paille : Von Knilling et Von Kahr, prêchent le fédéralisme pour substituer ensuite à l'hégémonie de la Prusse, l'hégémonie de la Bavière sur le Reich.

Les rivalités religieuses entre la Bavière catholique et la Prusse protestante entrent aussi en jeu. Le traité polono-bavarois, par lequel la Bavière consent à donner sous certaines conditions la Prusse orientale à la Pologne, crée des conflits intérieurs chez les agrariens et divise les milieux capitalistes.

Les partis bourgeois sont loin d'être unis sur la question de l'autonomie rhénane. La Reichswehr reflète dans son sein ces conflits politiques, et la lutte prend l'aspect d'une bataille personnelle d'influence entre le général Muller, le général Von Lossov et Von Seekt. Les différents groupes d'intérêts économiques s'emparent de ces rivalités politiques pour les exploiter chacun à son profit. L'attitude des partis envers la social-démocratie est une autre source de divisions.

Le bloc bourgeois est dans la plus grande confusion et se révèle absolument incapable de diriger les affaires du Reich, même du point de vue capitaliste. Il ne trouve de clarté d'esprit et de vigueur de volonté, il ne sait réaliser l'union que pour lutter contre les communistes et contre la Révolution.

La lutte pour la vie de la social-démocratie

La social-démocratie cherche à conserver son influence dans l'Etat bourgeois. Ses caisses sont vides et elle n'a pu garder une influence ouvrière qu'en casant ses cadres dans l'appareil de l'Etat bourgeois. Elle peut ainsi entretenir au compte du budget capitaliste les fonctionnaires qu'elle ne peut plus payer. Tous ces avantages sont garantis par l'autorité du président social-démocrate de la République Ebert et par la participation des social-démocrates aux gouvernements bourgeois. Ce sont ces positions que la social-démocratie a essayé de conserver dans la plus large mesure possible lors de la récente crise ministérielle.

Il y a eu lutte d'autorité et de prestige entre Ebert et Seekt soutenu par les partis de droite.

Ebert a dû reculer et renoncer à caser son homme de confiance Albert comme chancelier. Mais Seekt n'a pas pu aller jusqu'au bout de sa victoire. Tout ministère purement bourgeois avait en effet besoin de voix socialistes pour vivre. On a donc dû ménager les social-démocrates. Les Deutschnational n'ayant pu obtenir la dissolution de la grande coalition dans le gouvernement de Prusse ont refusé de faire partie du ministère Marx.

Les chefs social-démocrates n'ont pas hésité à payer à la bourgeoisie le maintien de la grande coalition prussienne. Ils viennent de voter la loi des pleins pouvoirs que le Reichstag vient d'accorder au cabinet Marx. Les social-démocrates, sentant leur influence décroître dans la classe ouvrière, ont aussi cédé devant la menace de la dissolution du Reichstag. Pour conserver leur influence ouvrière, les chefs social-démocrates viennent de prendre à leur récente conférence nationale des mesures contre l'organisation de la gauche à l'intérieur du Parti. Par leurs attaques soit délatrices, soit mensongères et qui ont revêtu un caractère odieux de mouchardage policier, les chefs social-démocrates ont préparé les voies à la bourgeoisie pour la dissolution du Parti Communiste.

Malgré tout leur influence ouvrière diminuée et le récent Congrès de l'organisation saxonne a repoussé à une énorme majorité les résolutions de la Centrale.

L'interdiction du Parti communiste

Le Parti communiste allemand, après le recul de Chemnitz, a été intérieurement troublé comme cela était inévitable dans un parti qui n'est pas encore habitué à des retraites aussi importantes. Le Conseil national qui a suivi Chemnitz a grandement atténué les divergences qui s'étaient manifestées. La Centrale et l'opposition berlinoise ont pu se mettre d'accord sur un même programme.

C'est une nécessité du mouvement révolutionnaire allemand et international que le parti allemand retrouve pleinement toute sa cohésion et toute sa discipline. Et nous connaissons trop les camarades responsables qui représentent les différents courants d'opinion du Parti pour n'être pas certains que les communistes en parfaite union sauront entraîner aux futures batailles décisives.

Aujourd'hui notre Parti frère est dissous et cependant l'influence du communisme ne cesse de grandir sur la masse ouvrière. Le succès des manifestations du 6 décembre dans tout le Reich le démontre avec éclat et vigueur. Les prolétaires allemands trompés à Chemnitz par les social-démocrates de gauche commencent à comprendre que c'est seulement derrière le Parti communiste qu'on peut jusqu'au bout et sans être trahi combattre la bourgeoisie. Les prolétaires qui suivaient le Parti communiste et qui avaient à cette époque espéré les combats révolutionnaires se rendent compte, après un instant de déception, que l'heure des prochaines luttes ne saurait tarder très longtemps à sonner.

En général, le prolétariat, malgré la dictature de droite, a conscience, n'ayant pas combattu, de n'être pas vaincu. Un prolétariat qui conserve sa confiance et sa force matérielle, un prolétariat conscient du fait que les communistes lui montrent le bon chemin du combat, s'en va vers la victoire.

A nous de ne pas perdre ici notre temps.

Albert TREINT.

Le prolétariat de la Ruhr et l'accord Poincaré-Stinnes

Après des négociations qui ont duré des semaines, le contrat entre le M.I.C.U.M. (Mission interalliée de contrôle des usines et mines), d'une part, et la Fédération des propriétaires de mines, d'autre part, a été signé à Dusseldorf. Ce contrat scelle la victoire de l'impérialisme français sur la grosse industrie allemande. Le vrai but de guerre du capital français, le détachement du territoire industriel de la Ruhr et de la Rhénanie de l'Allemagne et son rattachement à la grosse industrie française est atteint. Les espoirs de la grosse industrie allemande de réaliser sous sa direction le trust franco-allemand du charbon et du fer sont enterrés.

Cet accord de Dusseldorf marque une étape décisive dans le développement du capitalisme, qui aura des conséquences impossibles à prévoir, mais qui, en tout cas, renforcera considérablement la victoire de la France en Europe.

Ce n'est pas, en effet, le traité de Versailles et l'occupation de la Ruhr qui marquent la victoire complète de l'impérialisme français sur l'Allemagne défaite et impuissante. C'est le chemin de Canossa de l'industrie rhénane, c'est la signature de ce contrat qui rendent effective la victoire de l'impérialisme français en Europe.

Cet accord est gros de dangers pour le prolétariat allemand. Il y a, en effet, des ouvriers allemands qui, écoutant les paroles de la presse vendue ou à la solde de la grosse industrie, croient que ce traité leur apportera du pain et du travail. C'est là une illusion dangereuse qu'il importe de détruire. Si cet accord signifie la victoire de la grosse industrie française sur l'industrie allemande, il signifie aussi et avant tout la victoire des groupes rivaux d'exploiteurs sur le prolétariat de la Ruhr et de la Rhénanie. Au moment même où les Voegler, Stinnes et Thyssen et les délégués de la M.I.C.U.M. ont apposé leur signature au bas de l'accord, les deux groupes s'entendirent pour que ce ne soit pas la grosse industrie allemande qui fasse les frais de l'occupation et de la guerre de la Ruhr, mais bien la classe ouvrière. Aussi, les 2 millions et demi de chômeurs de la Ruhr et de la Rhénanie ne trouveront pas de travail avant longtemps. Les journaux de Stinnes n'ont-ils pas déclaré ouvertement qu'il y avait dans la Ruhr 30 % d'ouvriers en trop, qu'il faudrait évacuer en Allemagne non occupée !

Sur cinq tonnes de charbon qui seront extraites de la Ruhr, une sera livrée gratuitement à la France. Une tonne sur cinq : cela représente une proportion plus grande qu'avant l'occupation. Cette tonne de charbon ne sera pas payée par la France — et encore bien moins par le gouvernement du Reich, dont la banqueroute financière ne permet plus de faire face aux frais des réparations. C'est une vieille vérité que c'est le prolétariat de la Ruhr et les classes moyennes qui ont payé aux barons du charbon, avant l'invasion de la Ruhr, tout le charbon des réparations. Maintenant, c'est le prolétariat des mines qui paiera cette tonne de charbon que les industriels livreront gratuitement à la France (car il faut bien que quelqu'un la paie). Le prolétariat des mines, disons-nous ! Et avant tout le prolétariat des

mines de la Ruhr, car le gouvernement du Reich entend se servir du produit de l'exploitation de la classe ouvrière de l'Allemagne non occupée pour consolider le « Rentenmark ». A tous les points de vue, donc, c'est la classe ouvrière allemande qui fera les frais de la lutte entre les deux capitalismes rivaux : les travailleurs paieront les réparations, les prolétaires paieront le charbon livré gratuitement à la France, les prolétaires feront les frais de la consondation du « Rentenmark ».

De quelle façon pratique paieront-ils ce charbon des réparations ? La journée de travail sera prolongée et dans des proportions énormes. La journée de travail des mineurs sera prolongée de trois heures : au lieu de 7 heures, ils feront 10 heures. Cela a évidemment pour conséquence de créer une armée de mineurs sans travail, comprenant les 30 % des mineurs de toute la Ruhr. Ce fait illustre particulièrement bien la folie d'exploitation des barons du charbon. Si l'on tient également compte que les masses laborieuses emploient maintenant moins de charbon pour leur usage personnel, à cause de la capacité minime d'achat du salaire qu'elles reçoivent, si l'on tient aussi compte que les besoins de charbon de l'industrie diminuent énormément, parce que quantité d'usines et d'entreprises ont fermé leurs portes (les produits de l'industrie allemande sont maintenant plus chers que les produits de l'industrie étrangère !), si l'on tient compte enfin que la plupart des industries allemandes achètent maintenant leur charbon en Angleterre, parce que le charbon anglais est bien moins cher que le charbon allemand, il faut en conclure que le chiffre de 30 % de chômeurs dans l'industrie du charbon est un *strict minimum*. Les milliers de chômeurs dans le prolétariat des mines serviront de réserve pour abaisser les salaires des mineurs qui travaillent et pour paralyser les luttes de salaire des mineurs.

Pour la classe ouvrière des entreprises continuant leur travail, l'avenir est encore plus sombre. Il faudrait être un fou pour croire que ces entreprises vont retrouver leurs anciens débouchés et recommenceront à occuper autant d'ouvriers qu'avant l'occupation de la Ruhr. A la suite de l'appauvrissement des masses allemandes, le débouché intérieur est réduit. En outre, il existe un fort courant en France, dirigé par Schneider-Creusot, qui, par peur de la concurrence allemande des entreprises continuant à travailler, désire arriver à un arrêt total de ces entreprises. L'exportation de produits manufacturés est excessivement désagréable pour la France, qui désire que seules quelques petites industries d'ordre secondaire continuent leur travail.

De tout cela, donc, nous pouvons déduire que le contrat de Dusseldorf n'apportera ni pain, ni travail au prolétariat de la Ruhr et de la Rhénanie.

Dans son livre : « *La situation des classes laborieuses en Angleterre* », Engels trace un tableau d'une de ces crises du capitalisme. Des milliers et des milliers d'hommes furent jetés à la rue et les capitalistes n'embauchèrent que des

femmes et des enfants pour accomplir le travail. La clique des exploités franco-allemands prépare le même sort, plus épouvantable encore, au prolétariat de la Ruhr et de la Rhénanie. Des milliers et des centaines de milliers d'ouvriers seront jetés à la rue, quoique les moyens de production et les matières premières soient là. Le capitalisme a atteint son point de développement où il devient un non-sens. Les hauts fourneaux doivent s'éteindre et des milliers d'êtres humains doivent périr.

La seule issue pour le prolétariat allemand est la lutte pour le pouvoir politique et pour une alliance avec la Russie des Soviets. Mais sa première tâche, et principalement pour le prolétariat de la Ruhr, sera la lutte contre la journée de 10 heures. Seul et par tous les moyens, le prolétariat devra s'opposer à une prolongation de la journée de travail. Malgré toutes les avances des généraux français, les ouvriers n'ont rien à attendre de ces émissaires de Poincaré. Si ces derniers ont eu l'air jusqu'ici de s'opposer à une prolongation de la journée de travail, ils ne l'ont

fait que pour des raisons trop transparentes. Ils veulent mettre le prolétariat comme enjeu pour paralyser la bourgeoisie. C'est pourquoi la classe ouvrière devra mener la lutte à la fois contre le capital de la Ruhr et contre la France impérialiste.

Au cas où la lutte pour la journée de huit heures et contre la diminution des salaires aboutirait à une victoire des ouvriers, la tâche la plus prochaine du prolétariat sera de conquérir les syndicats que les chefs syndicalistes réformistes, par leur politique actuelle, sont en train de désorganiser et de détruire totalement. Les conditions pour une lutte victorieuse sur la bourgeoisie sont : la reconstruction par en bas des syndicats et l'élimination des chefs réformistes. Le prolétariat de la Ruhr et de la Rhénanie doit former une cohorte de fer et entreprendre la lutte avec les mots d'ordre : Contre la prolongation de la journée de travail, contre les plans d'exploitation du gros capital franco-allemand !

P. FRANKLIN.

DISCUSSIONS

Notre programme et les élections

Le Congrès national du Parti aura lieu dans six semaines environ. Son ordre du jour est important ; cependant nos sections ne l'ont pas encore discuté, elles semblent l'ignorer.

Une des principales questions soumises au Congrès est celle du programme. Amédée Dunois a écrit à ce sujet un projet de préambule qui contient une étude de l'évolution du régime capitaliste et un exposé des tâches essentielles que la situation présente impose à la classe ouvrière. A ce titre il constitue un document d'une grande valeur éducative.

Mais répond-il bien à son objet, est-il une véritable introduction au programme du Parti français ?

L'Internationale possède un projet de programme rédigé par Boukharine. On y trouve une analyse saisissante de la situation mondiale dont se dégage nettement le programme d'action qui la suit.

Or, le rôle des programmes des différentes sections nationales n'est-il pas d'adapter à chaque pays les directives essentielles de l'Internationale ?

Pour que la section française établisse son programme sur des bases solides, il ne s'agit pas de faire un exposé du développement du capitalisme dans le monde, il faut faire une analyse de la situation en France, en 1923.

Ce travail n'a pas été fait par notre Parti. En dehors de quelques écrits de Ker, de Louzon, et de l'étude de Sadoul sur « La France puissance métallurgique », l'on n'a rien publié à ce sujet.

Mais une remarque s'impose. Dans la 2^e Internationale, les différents partis socialistes avaient,

à côté de leur programme maximum (socialisation des moyens de production et d'échange), un programme minimum qui contenait l'ensemble des concessions à arracher à la bourgeoisie avant la prise du pouvoir.

Ces programmes, établis lors d'une longue période de trêve sociale, valaient pour de nombreuses années.

Aujourd'hui, l'instabilité du monde capitaliste, les bouleversements incessants de la situation, la guerre de classe qui se développe sans arrêt d'un bout à l'autre de l'Europe ne nous permettent pas d'établir un programme précis, limité, immuable.

Cependant une analyse marxiste de la situation en France nous révélerait les lignes générales de l'évolution de notre capitalisme. Nous pourrions alors non seulement interpréter les aspirations immédiates du prolétariat, mais dégager les grandes revendications révolutionnaires que cette évolution commande, nous pourrions lancer des mots d'ordre qui, compris peut-être de la seule élite ouvrière au début, mûriraient avec les événements et donneraient au moment décisif une autorité morale considérable à notre Parti.

Si l'analyse de Sadoul est exacte, si la France, à la suite de l'occupation de la Ruhr, devient la grande puissance métallurgique qui dominera l'Europe, un avenir prodigieux s'ouvre au prolétariat français. Selon les prévisions de Marx, d'Engels, de Trotsky, c'est à Paris, capitale de l'impérialisme européen, que le colosse capitaliste sera définitivement abattu.

Notre Parti, guide de la classe ouvrière, doit être l'instrument de cette lutte immense. Il lui faut donc se préparer dès aujourd'hui tant par

une besogne de formation intérieure que par son agitation et son travail extérieurs, au formidable rôle que lui réserve l'histoire.

Or, il n'a pas encore accompli les tâches préliminaires indispensables. L'étude du milieu où nous devons agir est la première, sinon la plus importante, d'entre elles.

Pendant trop longtemps l'on s'est contenté de crier « Révolution ! » Formule excellente en 1919, notion abstraite et lointaine en 1923. L'on a réagi contre ce verbalisme facile et qui ne correspond plus aux nécessités du moment, mais certains militants risquent de tomber dans l'excès contraire.

Les élections approchent, le Parti veut se présenter aux électeurs avec un programme susceptible d'attirer l'ensemble de la classe ouvrière. Ce qui intéresse les ouvriers, dit-on, ce sont les solutions que l'on peut apporter dès aujourd'hui aux difficultés, aux maux de leur vie quotidienne : les assurances sociales, un régime des loyers favorable, une augmentation des pensions, une diminution des charges fiscales et militaires. D'ailleurs, les habitudes de combat que les prolétaires prendront en luttant pour ces revendications secondaires les entraînera, petit à petit, à mener les grandes batailles nécessaires à leur libération.

Ceci est exact, mais ce n'est pas une raison pour établir, sous le nom de programme du Parti, une série de revendications électorales ne différant de celles du Bloc des gauches que par la quantité. Il ne suffit pas de proposer une taxe de 20 % sur les revenus que M. Blum se contente de frapper de 15 % d'impôt.

Notre tâche est beaucoup plus compliquée, beaucoup plus sérieuse.

Avant d'élaborer notre programme, à défaut d'une analyse complète de la situation française, il convient de nous rappeler quelques données essentielles.

Les élections sont avant tout pour nous une occasion d'agitation et de propagande intenses. Les ouvriers vont affluer dans les préaux d'école. Allons-nous utiliser cette trop rare occasion pour leur parler simplement loyers, pensions, impôts, assurances sociales, ou bien devons-nous leur expliquer leurs véritables intérêts et les grandes tâches pratiques qu'ils doivent remplir, s'ils ne veulent pas être écrasés : évacuation de la Ruhr, lutte contre la guerre et l'impérialisme, unité syndicale, bloc ouvrier et paysan. Peut-être devons-nous ajouter, si les circonstances le réclamaient : salaires en francs-or, Etats-Unis d'Europe.

La situation sociale est si changeante qu'à chaque instant les modalités de la lutte politique varient. Qui aurait dit, il y a trois mois, que les élections anglaises se feraient sur la question du protectionnisme ?

Sans doute s'agit-il aussi de montrer au prolétariat que les moindres choses de sa vie quotidienne nous intéressent et que nous saurons, s'il nous soutient, arracher au capitalisme les améliorations immédiates qu'il réclame. Nous devons apporter des solutions concrètes à tous les problèmes qui se posent journellement à lui, mais cela ne doit pas passer au premier plan de notre agitation. Ce sont avant tout des vérités révolutionnaires que les ouvriers doivent entendre dans nos réunions, ce sont des directives de lutte qu'ils doivent recevoir de nous, c'est le cri de la guerre de classe que doivent jeter nos orateurs.

Une juste compréhension de notre rôle lors des élections nous commande d'agir ainsi. S'enfoncer dans un « beau » programme électoral n'aboutirait d'ailleurs pas au résultat attendu.

Les prolétaires qui nous suivent parce que nous sommes révolutionnaires ; les syndicalistes qui considèrent « avril 1924 » comme l'épreuve ou se révélera le Parti, et les hésitants que les circonstances obligeront demain à nous rejoindre se détourneraient de nous si nous tombions « par habileté » dans cette erreur.

Ayons une plate-forme électorale, mais donnons-lui, dans notre propagande, la place qui lui convient.

Il serait surtout dangereux de faire naître, chez les ouvriers et chez les membres du Parti, une confusion entre notre « programme électoral » et le programme d'action du Parti, c'est-à-dire les grandes revendications révolutionnaires qu'il doit dégager de l'analyse de la situation et faire adopter par l'immense majorité du prolétariat si nous voulons l'entraîner vers la révolution sociale.

Certes, de pareils sujets : programme du Parti, plate-forme électorale, élections, nécessitent une étude beaucoup plus approfondie.

Il faut que de nombreux camarades s'attachent à ces questions. Nos sections doivent les mettre à l'ordre du jour ; c'est au cours de discussions de ce genre que nos adhérents s'initieront aux choses de la politique. Or, comprendre la question du programme c'est l'A. B. C. de la politique.

Deux phrases de Boukharine sont de nature à éclairer ce problème. « La totalité des buts que poursuit un parti en défendant les intérêts de sa classe constitue le programme de ce parti ». « La doctrine de Marx enseigne qu'un programme doit être tiré non du cerveau, mais de la vie elle-même. »

Que tous les camarades se mettent donc au travail ; étudions notre programme, préparons notre prochain Congrès.

Paul MARION.

Vient de paraître :

ANNUAIRE DU TRAVAIL

Politique, Economique et Social

Un énorme volume de 750 pages
bourré de renseignements
sur le mouvement ouvrier mondial,
la Russie des Soviets
et le monde capitaliste après la guerre.

Prix 25 francs
Franco 27 francs

Librairie de « L'Humanité »
120, rue Lafayette, PARIS (X^e)

La liquidation du menchevisme

Cet exposé fait suite à celui que nous avons publié dans le dernier numéro, et le termine. A ce réquisitoire magistral contre le menchevisme, nourri de faits et d'arguments irréfutables, il n'y a rien à ajouter. Que les socialistes, hypocrites défenseurs du menchevisme géorgien, répondent à Martynov, s'ils l'osent.

Vous le savez, camarades, le menchevisme se désagrège partout. Mais en Géorgie, tout particulièrement, les masses se sont mises soudain à l'abandonner, et il ne lui reste plus, par inertie, que des intellectuels désabusés et embourgeoisés. Pour en comprendre la raison, il faut savoir ce qu'étaient autrefois et ce que sont devenus les mencheviks géorgiens.

Les mencheviks géorgiens furent un temps l'élite, l'avant-garde révolutionnaire du parti. Maintenant ils sont les pires renégats. Nulle part, le menchevisme ne tomba de si haut. En Géorgie, il avait de glorieuses traditions révolutionnaires ; les hauts faits de la première révolution restent encore gravés dans la mémoire des Géorgiens. Mais les leaders ont trainé dans la boue leurs lauriers révolutionnaires, et les masses que, grâce à l'aurole de ses services passés, le parti menchevik entraînait encore, se sont trouvées tout d'un coup au bord du précipice. C'est alors que les masses ont commencé à désertir en foule.

Je le répète, les mencheviks géorgiens ont été autrefois l'élite de la fraction ; ils ressemblaient fort peu aux mencheviks russes ; disciples non d'Axelrod, mais de Plekhanov, leur chute a été aussi profonde que celle de leur maître. Comme Plekhanov, ils avaient toujours été partisans d'une discipline stricte à l'intérieur du parti et adversaires du laisser-aller cher à Axelrod ; et cet esprit de discipline, ils l'ont conservé, comme ils le reconnaissent eux-mêmes, jusqu'au dernier moment de la retraite de la garde nationale devant l'armée rouge.

De plus, différant en cela des Russes, ils n'eurent jamais de dédain pour les actions et les insurrections armées. Ils furent toujours d'excellents combattants, sondaient sous ce rapport encore de Plekhanov et non d'Axelrod. Aussi en 1906-1907, leur fut-il aussi difficile qu'aux bolcheviks de renoncer au combat et aux expropriations.

Sous un rapport seulement, comme Plekhanov, ils furent et restèrent jusqu'au bout des doctrinaires : dans l'appréciation du caractère de la révolution russe. Ils sont encore convaincus que la révolution russe est une révolution bourgeoise. Ce n'est pas étonnant : au point de vue géorgien, il ne pouvait en être autrement. Le capitalisme est beaucoup moins développé en Géorgie qu'en Russie ; le prolétariat beaucoup moins nombreux ; il n'existe pas de grande bourgeoisie, même commerciale (la grande bourgeoisie commerciale en Géorgie est arménienne). En somme, la Géorgie est un pays rural, semi-patriarcal, où jusqu'à ces derniers temps les survivances féodales étaient beaucoup plus nombreuses qu'en Russie. Aussi la révolution russe devait-elle paraître aux mencheviks géorgiens une révolution bourgeoise, dirigée exclusivement contre la féodalité, les nobles et les fonctionnaires tsaristes.

Néanmoins, ce point de vue influa très peu sur la tactique politique des mencheviks géorgiens.

Alors qu'en Russie les mencheviks recherchaient par tous les moyens l'alliance des cadets et de la bourgeoisie libérale, les mencheviks géorgiens ne pouvaient suivre cette tactique en l'absence chez eux d'une bourgeoisie libérale tant soit peu influente. A l'époque de la première révolution, ils cherchaient, comme les bolcheviks, un appui dans la classe paysanne et il suffit d'avoir passé quelque temps en Géorgie pour constater l'immense travail de propagande qu'ils accomplirent pendant un temps parmi les paysans.

Leur action révolutionnaire à cette époque se distinguait donc fort peu de celle des bolcheviks. Les divergences de vue n'éclataient que lorsque bolcheviks et mencheviks se heurtaient sur l'arène russe : par exemple à la Douma d'Empire ou aux Congrès du parti. Par suite, il n'est pas étonnant que les mencheviks, qui avaient commencé les premiers la propagande révolutionnaire en Géorgie, y aient conservé si longtemps la direction de la révolution, se soient maintenus sans scission aucune et aient poussé dans ce pays des racines plus profondes qu'aucun autre parti.

Vous comprendrez maintenant, camarades, pourquoi la majorité des ouvriers et des paysans de Géorgie se raccrochait jusqu'à ces derniers temps au parti menchevik et ne se rendait pas compte que ce parti autrefois révolutionnaire, avait depuis longtemps commencé à dégénérer en parti contre-révolutionnaire.

Cette dégénérescence avait déjà commencé pendant la guerre mondiale, lorsque l'histoire mit nettement à l'ordre du jour non pas la révolution bourgeoise, mais la révolution prolétarienne. Alors, déjà en 1914, les leaders du parti géorgien avaient abandonné les positions révolutionnaires. Le fondateur, le chef aimé du parti, Noé Jordania, qui, pour associer la Géorgie à la révolution russe, avait de longues années inculqué aux ouvriers l'internationalisme, trahit l'Internationale après la déclaration de guerre et, à la suite de Plekhanov, se mit à prêcher la guerre jusqu'au bout.

Au début, les ouvriers ne comprirent pas la raison de cette volte-face et opposèrent une certaine résistance. Certains m'ont raconté que, malgré leur profonde confiance en Jordania, ils s'étaient insurgés d'abord contre son mot d'ordre social-patriote, qui ne fut accepté alors que par une poignée d'intellectuels. Un moment même, on ne permit pas à Jordania de publier dans la presse du parti son article sur la guerre, ce qui provoqua son indignation profonde. Mais ce premier soulèvement des ouvriers géorgiens contre l'opportunisme de leurs chefs fut réprimé.

Lorsque éclata la révolution de février, les leaders mencheviks roulèrent encore plus bas. Dans la politique de coalition, le principal rôle fut tenu par Hercule Tsérételi. Cette politique dépravait la conscience des ouvriers et des paysans du parti : au lieu de la lutte de classe, on leur prêchait la collaboration, au lieu de l'internationalisme, le patriotisme ; la social-démocratie dégénérait insensiblement en vulgaire démocratie bourgeoise. Mais tout cela n'était que le commencement, le reste avait venir. La chute s'accrut après la révolution d'Octobre.

Lors de la première révolution, les mencheviks géorgiens disaient : nous sommes des révolutionnaires géorgiens, mais nous nous enorgueillissons

d'être les éclaireurs de toute la révolution russe. Ce sentiment les attachait à la Russie et, quand les Tserételli, Tchkhéidzé, Tchkhénkéli, Guéguetchkori et autres devinrent social-patriotes, ils se firent partisans de la grande Russie une et indivisible. Ils combattirent le « séparatisme » des « limitrophes », Finlande et Ukraine, avant même que ces dernières réclament l'autonomie complète. Ils attaquèrent violemment Lénine pour son défaitisme, pour son « droit des nations à disposer d'elles-mêmes et à se constituer en Etats indépendants », dans la crainte que ce mot d'ordre ne morcelle la grande Russie.

Après Octobre, ils abandonnèrent soudain cette position. Ils proclamèrent la République transcaucasienne indépendante, puis, quand elle se fut disloquée, la République géorgienne indépendante. Ainsi les leaders du menchevisme géorgien, qui avaient commencé leur carrière comme internationalistes russes, la finirent en nationalistes géorgiens. Comment expliquer leur conduite ?

Ils devinrent nationalistes géorgiens parce qu'ils voulaient se retrancher en Géorgie contre la révolution d'Octobre, contre la Russie des Soviets. Ils voulaient tenir dans leur république indépendante jusqu'au moment, proche croyaient-ils, de la chute de ce pouvoir des Soviets qu'ils avaient en abomination. Depuis Octobre, tous leurs desseins, tous leurs actes furent inspirés par le seul désir de se sauver de l'« anarchie bolchevique ». Pour cela, uniquement, ils formèrent une République transcaucasienne indépendante comprenant la Géorgie, l'Azerbeïdjan et l'Arménie. Mais leur politique bourgeoise amena bientôt (au bout de cinq semaines) la dislocation de cette République. S'ils avaient soutenu les paysans tartares contre les seigneurs terriens, les beks et les moussavatistes, s'ils avaient soutenu les masses populaires arméniennes contre la bourgeoisie arménienne et le parti petit-bourgeois des Dachnaks, s'ils avaient soutenu les paysans géorgiens contre les seigneurs et le parti national-démocrate, ils auraient pu souder les peuples de Géorgie, d'Azerbeïdjan et d'Arménie en un bloc aussi compact que la République transcaucasienne soviétiste actuelle.

Mais leur politique fut autre : front unique avec les partis des classes possédantes, les national-démocrates, les moussavatistes et les dachnaks, contre la Russie soviétiste ouvrière et paysanne. Il était impossible d'atteler longtemps à un même char les partis bourgeois de ces trois peuples, car les moussavatistes s'orientaient sur la Turquie et les dachnaks sur la Grande Russie. Aussi la République transcaucasienne s'écroula-t-elle. Les mencheviks se retranchèrent alors dans leur petite République, où ils furent les maîtres incontrastés de 1918 à 1921. Comment la gouvernèrent-ils ?

Cette question, camarades, présente un immense intérêt. Alors que les bolcheviks réalisaient en Russie la dictature du prolétariat dans le feu de la guerre civile, les mencheviks géorgiens cherchaient à réaliser chez eux la démocratie parlementaire. Si l'on compare ce qu'ils ont fait avec ce que les bolcheviks ont fait en Russie, on se convainc qu'à notre époque de révolution sociale et de lutte acharnée entre le prolétariat et la bourgeoisie, il est impossible de se maintenir sur la position de la démocratie parlementaire, mythe, fiction, leurre, qui se transforme inévitablement en dictature contre-révolutionnaire de la bourgeoisie s'il n'est pas devenu auparavant dictature révolutionnaire du prolétariat.

Selon son programme démocratique, le gouvernement géorgien s'était engagé à donner au peuple la liberté politique, que lui refusaient les « bar-

bares du nord », les bolcheviks, à mener une politique extérieure pacifique, à observer la plus stricte neutralité, à défendre l'indépendance de la République, enfin, à faire à l'intérieur une politique social-démocratique. Nous allons voir s'ils ont rempli et s'ils avaient la possibilité de remplir ces obligations lorsque, tout autour d'eux, le duel entre la révolution prolétarienne et la contre-révolution bourgeoise faisait rage.

Commençons par la liberté politique. Quand, en Russie soviétiste, il existe encore une liberté restreinte de la presse, les mencheviks géorgiens, en février 1918, ferment tous les journaux bolcheviks. Dans un pays de 2 millions d'habitants, plus de 900 communistes étaient sous les verrous. Pour conserver la proportion, disait en plaisantant le communiste Ruben, il faudrait en Russie emprisonner 45.000 mencheviks ! Lorsque les ouvriers de Tiflis organisèrent dans le jardin Alexandre un meeting de caractère manifestement bolchevik, les mencheviks les mitraillèrent. Quand, au congrès des délégués du front transcaucasien, convoqué sur l'initiative des mencheviks eux-mêmes, il apparut que la bonne moitié des soldats étaient pour les bolcheviks, le « commissariat transcaucasien », dirigé par le menchevik Guéguetchkori de concert avec le Centre International présidé par le menchevik Noé Ramichvili et avec les futurs généraux de Wrangel, fit cerner par les Tartares et autres détachements indigènes les soldats russes revenant dans leur pays, les écrasa dans de sanglants combats et les dépouilla.

Seules furent désarmées, il faut le remarquer, les unités suspectes de bolchevisme ; quant aux cosaques et aux Ukrainiens, non seulement on leur laissa leurs armes, mais on « reconnut désirable d'envoyer les unités cosaques dans les localités où avaient lieu des désordres ». Les armes enlevées aux soldats russes furent remises aux corps nationaux nouvellement formés, à l'« Union des volontaires russes », et autres glorieux champions de la contre-révolution. Parvenus au pouvoir, les mencheviks démocrates géorgiens, comme vous le voyez, se mirent, chose à laquelle auparavant ils ne s'attendaient pas eux-mêmes, à copier les bolcheviks et le système de la dictature, mais avec une petite différence : ils dirigèrent la pointe de leur arme non pas contre la bourgeoisie contre-révolutionnaire, mais contre les ouvriers et les paysans « anarchistes », autrement dit révolutionnaires. Ils organisèrent même leur « tchéka », mais pour la distinguer de la tchéka bolchevique, ils lui donnèrent le nom de « détachement spécial » !

Voyons maintenant comment le gouvernement menchevik défendit l'indépendance de la République géorgienne et comment ce gouvernement « indépendant » observa la « stricte neutralité » dans la guerre civile.

Les mencheviks avaient motivé la constitution de la République transcaucasienne indépendante par la dissolution de la Constituante, et par la paix « honteuse » de Brest-Litovsk, qui « trahissait » toute la Russie et cédait Batoum, Kars et Ardakhan à la Turquie sous réserve d'un referendum. Dans les négociations qu'ils eurent à Trébizonde avec les Turcs, les mencheviks déclarèrent que le traité était sans valeur pour la Transcaucasie, et que les bolcheviks qui avaient dispersé la Constituante n'avaient pas le droit de parler en son nom, vu que la Transcaucasie était désormais république indépendante. La délégation ottomane leur répondit ironiquement : « Après la chute du gouvernement Lvov-Kérensky à la suite du mouvement révolutionnaire dirigé par M. Lénine, le gouvernement actuel, en fait et en droit, a occupé

sa place. Quant à la dispersion de l'Assemblée Constituante dans les conditions connues du monde entier, il ne faut y voir qu'un événement plus ou moins intéressant qui n'est qu'une preuve de plus de la puissance de ce gouvernement ».

Conclusion : veuillez évacuer Batoum, Kars et Ardakhan. Les mencheviks tout d'abord ne voulurent rien entendre. Les Turcs passèrent alors aux menaces et la délégation transcaucasienne se déclara disposée à leur remettre Kars. Mais les Turcs ne cédèrent pas d'un pouce et envoyèrent un ultimatum. Le président de la délégation transcaucasienne, A. Tchkenkéli, était déjà prêt à signer une paix de Brest, mais le gouvernement et la Diète préférèrent la rupture et rappelèrent la délégation. Cette décision avait été prise après ce discours tragique de Tsérételli : « Mieux vaut mourir en combattant que de nous porter à nous-mêmes le coup mortel. Le moment est venu où nous devons défendre le pays avec la dernière énergie, où toutes les dissensions intérieures doivent disparaître devant l'ennemi qui veut écraser la Transcaucasie. » Les « dissensions intérieures » entre les mencheviks et les partis bourgeois avaient depuis longtemps disparu, mais les choses n'en allèrent pas mieux pour cela. Les Turcs prirent l'offensive ; les mencheviks, convaincus de leur impuissance à défendre l'indépendance de la République, vinrent à récipiscence et signèrent la « honteuse » paix de Brest.

Pourquoi alors toutes ces manœuvres ? Pourquoi s'être séparés de la Russie et avoir créé une République transcaucasienne indépendante, du moment qu'il était impossible d'éviter la paix de Brest ? La raison, la voici. Dans une circulaire du gouvernement transcaucasien, signée par le ministre Noé Ramichvili (1^{er} avril 1918), nous lisons : « L'anarchie qui déferle, irrésistible, sur tout le territoire de la République russe approche de notre pays... Pour lutter contre ce fléau et assurer la paix avec les peuples voisins, avec la Turquie, la Diète transcaucasienne a proclamé la République démocratique indépendante de Transcaucasie. » Voilà pour le moins qui est franc. Il ne s'agit pas de la paix de Brest ni de l'oppression turque ; on est prêt à conclure un traité de paix et d'amitié « même avec la Turquie » qui vient de dévouiller la Géorgie, avec le diable même s'il le faut, pour se garder de « l'anarchie du Nord », c'est-à-dire de la révolution prolétarienne.

Mais les Turcs ne se contentèrent pas de la reconnaissance du traité de Brest et de l'évacuation de Batoum, Kars et Ardakhan. En échange de leur « amitié », ils exigèrent la libre disposition des chemins de fer géorgiens pour le transport de leurs troupes en Azerbeïdjan. Les mencheviks y consentirent et, traversant la Géorgie « neutre » et « indépendante », les troupes turques allèrent renverser à Bakou le pouvoir des Soviets instauré par les ouvriers. Mais les Turcs ne s'arrêtèrent pas là et envahirent la Géorgie occidentale. Ils étaient déjà arrivés à Ozourguéti, à 60 verstes de Tiflis, quand les mencheviks s'adressèrent au commandement allemand, pour le prier d'intervenir.

Les Allemands firent au gouvernement géorgien l'amitié d'arrêter la Turquie, leur alliée. Alors commença l'existence « indépendante » de la République géorgienne sous la haute protection de l'impérialisme allemand, contre lequel Jordania proposait récemment à la Russie de lutter « jusqu'à la victoire finale ». Comment les mencheviks conservèrent leur indépendance et leur neutralité, vous allez en juger par les faits suivants.

Dans une lettre adressée au ministre géorgien des Affaires étrangères, le général von Krass écrit : « Le capitaine russe Berg est arrivé ici (à

Tiflis) avec la permission des autorités allemandes... afin de recruter des officiers et des soldats russes pour l'armée que l'hetman, prince Toundoutov, a l'intention de former pour rétablir l'ordre et le calme dans le gouvernement d'Astrakhan... »

Le gouvernement géorgien répond : « A notre avis, il n'est pas séant que le prince Toundoutov recrute en territoire géorgien... mais si les officiers en question désirent quitter la Géorgie séparément ou par groupes et en qualité de simples particuliers, le gouvernement géorgien les aidera dans la mesure du possible. »

Comme la neutralité est facile à conserver ! Il n'y a qu'à transformer des officiers en personnes privées.

Voici un autre fait qui témoigne à quel point la Géorgie était indépendante sous le protectorat allemand. Le même von Krass écrit à Son Excellence M. Ramichvili » et lui demande d'un ton menaçant pourquoi on a arrêté les grands propriétaires fonciers qui ont prié la délégation allemande de les aider à percevoir leurs fermages. Le ministre menchevik répond que ce n'est pas pour cela qu'ils ont été arrêtés, mais parce qu'ils ont organisé une bande de brigands : en ce qui concerne les plaintes des propriétaires contre les paysans, dit-il, « j'ai invité les dirigeants de l'Union des propriétaires ruraux à présenter un projet sur l'amélioration de la situation des anciens nobles, ce qui est en cours d'exécution » !

Vous voyez de quoi s'occupaient et étaient forcés de s'occuper les mencheviks géorgiens après avoir lié leur sort à celui des puissances impérialistes : en pleine époque de révolution, ils cherchaient des moyens d'améliorer la situation des... nobles !

Voici encore quelques exemples qui montreront comment la Géorgie menchevikue observait la « stricte neutralité ». Le général Heimann, qui menait contre les bolcheviks l'offensive du côté du Daghestan, reçut du général géorgien Mazniev (d'après le témoignage de ce dernier) 600 fusils, 2 mitrailleuses et des cartouches. Un train blindé fut livré au général Maslovsky à Touapsé. Les cosaques du Kouban furent armés par le gouvernement géorgien qui, d'après le même témoignage, contribuait de tout son pouvoir au renforcement de l'Armée Volontaire. Il y eut, il est vrai, des frottements entre les mencheviks et les partisans de Dénikine, mais seulement après que les uns et les autres, par leurs efforts combinés, eurent repoussé les troupes soviétistes de la région de la Mer Noire et renversé le pouvoir des Soviets. Ces frottements furent d'ailleurs provoqués exclusivement par les empiètements de Dénikine en Abkhazie.

Après la défaite de l'Allemagne, le gouvernement menchevik, prêt à subir n'importe quel joug pour se sauver de l'« anarchie » bolcheviste, entre au service de l'Entente et se résigne à toutes les humiliations, quoique il sache parfaitement, par la déclaration du général Thomson, que l'Entente se refuse à reconnaître les Républiques transcaucasiennes et s'efforce de restaurer l'ancienne vice-royauté du Caucase pour la subordonner au « gouvernement » de Koltchak.

Comment les mencheviks se traînaient alors à plat ventre devant l'Entente, vous pourrez en juger par l'entretien suivant du représentant du gouvernement menchevik, Topouridzé, avec la mission américaine et anglaise à Batoum, entretien que Topouridzé communique par télégramme au ministre de la Guerre géorgien. En voici quelques passages : « Question : pourquoi est-ce le drapeau rouge et non le drapeau national qui flotte partout chez vous ? — Réponse : C'est la fête de

la Garde Nationale qui, il y a un an, seule force réelle, a sauvé la Géorgie des soldats russes contaminés par le bolchevisme qui menaçaient de l'écraser. — Question : Le drapeau rouge est l'emblème du socialisme et de la révolution ; vous avez peut-être le désir de continuer la révolution ? — Réponse : La révolution chez nous est terminée. Maintenant nous ne songeons plus qu'au travail productif. Nous sommes loin des expérimentations sociales. — Question : Est-il vrai que vous ayez résolu d'enlever leurs terres à tous les propriétaires fonciers ? — Réponse : Non. Voici quelle est la situation. Pendant la révolution, les paysans s'emparèrent par la force des terres. Pour arrêter ces mainmises et ces violences, le gouvernement, comme en Russie, a été obligé de prendre en mains la question et de déterminer une norme de possession agraire... Dans toute la Géorgie, le gouvernement a rassemblé environ 220.000 hectares qu'il se propose de vendre aux agriculteurs. — Question : Pourriez-vous être utiles à l'Angleterre... dans la lutte contre les bolcheviks et pour l'établissement de l'ordre ? — Réponse : Quoique je n'aie pas là-dessus d'instructions formelles de mon gouvernement, j'estime personnellement que notre République aidera de tous ses moyens et de toutes ses forces les puissances de l'Entente contre les bolcheviks... » Et plus loin : « Dans différents entretiens que j'ai dû avoir ici avec les représentants de l'Entente..., la question du salaire et des conditions de travail a été également soulevée : on a appelé mon attention sur l'élévation anormale des salaires et la situation pénible qui en résulte pour le Capital. J'ai répondu que le gouvernement et la majorité des ouvriers conscients comprenaient parfaitement tout ce que cet état de choses a d'anormal et jugent nécessaire de créer des conditions favorables pour le capital. »

Ainsi donc les mencheviks géorgiens promettaient aux Allemands de s'occuper de la noblesse, aux Anglais et aux Américains d'améliorer la situation du capital ! Et l'on viendra après cela leur reprocher d'être de mauvais socialistes ! Quant à l'histoire des drapeaux rouges, elle a une suite. Dans son journal intime, publié sous le titre : *Lourde croix*, le menchevik Djoughéli écrit le 12 janvier 1920 : « Journée historique, grande et heureuse journée ! Sur la proposition de lord Curzon, le Conseil Suprême a reconnu l'indépendance de la Géorgie... », et le 15 janvier : « La journée d'hier a été assombrie par un pénible incident : le drapeau rouge a été amené du palais... et la fraction social-démocrate a refusé de l'y faire replacer... ; elle a abandonné l'étendard de la révolution... » Le pauvre Djoughéli, chef de la garde nationale, ne soupçonne apparemment pas la relation étroite qui existe entre l'« heureuse journée » du 12 janvier et le « pénible incident » du 14. L'exécution des ordres humiliants de l'Entente n'incombait pas aux hommes de guerre, mais aux diplomates mencheviks, aux chefs du parti.

Mais l'Entente n'exigeait pas seulement du gouvernement « indépendant » et « neutre » de Géorgie un changement de décor. Elle voulait des actes. Il les exécuta sans murmurer. Le 8 avril 1919, 42 personnes — communistes avec leurs femmes et leurs enfants — fuyant les sauvages représailles de Dénikine, se sauvaient par la route militaire de Vladicaucase à Tiflis. Dans la gorge de Darial, ils furent arrêtés par le colonel géorgien Tséréteïli. Celui-ci mit à part les hommes et, après les avoir dépouillés et maltraités, il les renvoya sous escorte, au nombre de 29, jusqu'au plus prochain poste des cosaques de Dénikine.

Ceux-ci se saisirent d'eux et en fusillèrent la plus grande partie. Les mencheviks ne nièrent pas le fait, mais déclarèrent que le colonel Tséréteïli avait agi de son propre chef. Or, les documents trouvés depuis prouvent que c'est un mensonge. Tséréteïli agissait conformément aux instructions du gouvernement géorgien qui, à son tour, agissait selon les instructions du général anglais Waker. Ce dernier avait d'abord exigé l'internement de tous les réfugiés bolcheviks au château de Météki, mais bientôt il changea d'avis. Dans une note du ministre géorgien des Affaires étrangères au général Waker (25 février 1919), on lit : « Excellence, en réponse à votre lettre du 24/2, n° 99/9, j'ai l'honneur de vous communiquer que le gouvernement géorgien a donné le 15 février au commandant de Kazbek, le colonel Tséréteïli, l'ordre de ne pas laisser passer les bolcheviks ».

Ainsi agissait le gouvernement bolchevik envers les réfugiés bolcheviks battus et poursuivis par les troupes de Dénikine. Mais quand les bolcheviks prirent le dessus, il laissa passer en Géorgie tout le flanc droit de l'armée en déroute de Dénikine. En vertu de la convention de La Haye, les Etats neutres sont obligés de désarmer les soldats des armées belligérantes pénétrant sur leur territoire et de les interner le plus loin possible du théâtre des hostilités. Comment le gouvernement géorgien se comporta-t-il avec les soldats de l'Armée volontaire ?

Lorsque Wrangel commença à former un nouveau front en Crimée, le gouvernement géorgien interna 10 à 12.000 « volontaires » sur la côte même de la Mer Noire, en face de la Crimée, à Poti, et laissa, d'après le témoignage des syndicats, leurs armes aux cosaques de Dénikine. Malgré les protestations du Conseil municipal de Poti, le général Kavtaradzé installa les troupes de Dénikine dans cette ville. Dans un ordre de lui, publié le 8 avril, il est dit : « Tous les militaires de l'Armée volontaire capables de porter les armes et internés en Géorgie doivent être concentrés à Poti. Les autres réfugiés pourront résider où ils le voudront en Géorgie ». Lorsque le Conseil municipal, alléguant les difficultés du ravitaillement, lui demanda de débarrasser la ville de l'Armée volontaire, Kavtaradzé s'y refusa, car « Poti étant un port, il était plus facile d'en faire sortir les troupes » que de toute autre ville. Et, en effet, on les en fit sortir pour aller trouver Wrangel. Le commandant du camp de concentration, le général Arbjevnanadzé, se plaignait hypocritement dans ses rapports que « les soldats internés se sauvaient sans permission on ne sait où ». A la fin de juin 1920, il annonçait d'un air innocent : « Le camp de concentration est actuellement vide par suite du départ de l'Armée volontaire de Poti ». La même histoire se répéta pour 6.000 cosaques internés à Gagri et à la garde desquels les mencheviks avaient affecté une force imposante de 20 miliciens.

Les mencheviks géorgiens ne donnèrent pas seulement à plusieurs milliers de soldats de Dénikine la possibilité de rejoindre Wrangel, ils « leur prêtèrent, d'après le témoignage du général Mdivanni, le plus large appui et leur remirent à chacun de 1.000 à 15.000 roubles ». Bien mieux. Une conférence se tint entre les représentants de la République géorgienne et les généraux de l'Armée volontaire : Alexeiev, Dénikine, Loukomsky et autres, le 25 décembre 1918. Guéguétkhori, membre du gouvernement géorgien, y dit : « Je puis déclarer que la lutte contre le bolchevisme en Géorgie est impitoyable. Nous réprimons le bolchevisme par tous les moyens en notre pouvoir... »

et j'estime que, sous ce rapport, nous avons déjà donné une série de témoignages par eux-mêmes assez éloquents ».

Cependant, tout en collaborant avec Dénikine, les mencheviks géorgiens ne laissaient pas d'avoir certaines inquiétudes. Les généraux blancs pouvaient fort bien restaurer la Russie une et indivisible et, après avoir triomphé des bolcheviks, envoyer au diable les mencheviks et la République géorgienne. C'est pourquoi les mencheviks résistaient aux empiètements des blancs sur le territoire géorgien dans la région de Sotchi et ne les aidaient à combattre la Russie soviétiste que dans la mesure où l'Entente le leur ordonnait. Mais quand Dénikine fut définitivement écrasé et que l'Entente, convaincue de l'impossibilité de rétablir l'unité territoriale de la Russie tsariste, reconnu de fait, en 1920, les nouvelles républiques formées sur les débris de l'ancienne Russie : république de Petlioura, république cosaque du sud-est, etc., le gouvernement menchevik géorgien entra alors sincèrement en alliance avec ces républiques bourgeoises ou contre-révolutionnaires, qui lui ressemblaient d'ailleurs assez, et s'efforça d'organiser le front unique de la petite bourgeoisie contre l'odieuse Russie des Soviets.

Les mencheviks géorgiens, je l'ai déjà dit, envoyaient des soldats de l'Armée volontaire à Wrangel, en Crimée, mais ils ne s'en tinrent pas là. En vertu d'un accord avec les républiques cosaques, ils fournirent Wrangel de capotes fourrées, volées naguère aux armées russes du front Sud, de naphte, de charbon et de matériel d'aviation. Seulement, pour conserver une apparence de neutralité et éviter les représailles de Moscou, ils se cachaient derrière des hommes de paille. Ils continuèrent même après la conclusion du traité commercial avec la R.S.F.S.R., malgré les avertissements réitérés de Moscou. Ils ne s'arrêtèrent pas là. Pendant toute l'année 1920, les états-majors contre-révolutionnaires de Petlioura, du Daghestan, du Kouban, etc., fonctionnèrent sur le territoire géorgien et y recrutèrent des détachements. Le 17 février 1921 encore, Ghaïdar Baratov communique au ministre des Affaires étrangères : « Il s'est formé à Tiflis un Comité qui se propose de délivrer le Caucase septentrional et l'Azerbeïdjan de l'occupation bolchevique... Reconnu par le gouvernement de Géorgie comme le représentant unique de la volonté des peuples de la République du Caucase septentrional et de l'Azerbeïdjan, ce comité s'est mis activement à l'œuvre ».

Telle est la politique extérieure du gouvernement géorgien. Mais le plus odieux de ses crimes est encore celui qu'il commit à la veille de sa chute et de sa fuite à l'étranger.

On se souvient de la ferveur avec laquelle les mencheviks géorgiens exprimaient leur indignation contre les bolcheviks coupables d'avoir signé, contraints par la force, la paix « traîtresse » de Brest-Litovsk, qui donnait à la Turquie, Batoum, Ardakhan et Kars. On se souvient des paroles de Tsérétteli à la Diète de Transcaucasie : « Plutôt mourir que livrer Batoum à la Turquie, qui veut écraser la Transcaucasie ! » Or, lorsqu'ils se furent convaincus que toutes les forces contre-révolutionnaires avaient fondu dans la lutte contre le pouvoir soviétiste, ils invitèrent eux-mêmes, sans pression extérieure aucune, les Turcs à occuper la région de Batoum !

« Le 4 ou le 5 mars, écrit dans ses Mémoires le commandant géorgien de Batoum, je fus appelé chez le général gouverneur Géorgadzé, qui m'annonça qu'en vertu de l'accord intervenu en-

tre notre gouvernement et le représentant du gouvernement d'Angora, Kiazim bey, les troupes de Kemal pacha devaient entrer dans le district de Batoum. » Et plus loin : « Pendant la période qui s'écoula depuis cette décision jusqu'à l'entrée des troupes turques dans la région de Batoum..., la crainte des administrations était que les Turcs n'observent pas l'accord et n'occupent la région ».

Le gouvernement géorgien a terminé sa carrière en livrant, en vendant aux Turcs la partie de sa patrie qui la reliait à l'Occident. Et encore, il craignait que les Turcs n'acceptent pas ce magnifique cadeau. Tout cela uniquement pour acheter un allié contre le pouvoir des Soviets et rendre service à la France impérialiste qui, à ce moment, mettait tout en œuvre pour brouiller Kemal pacha et Moscou.

Je vous ai raconté quelle a été la politique extérieure du gouvernement menchevik. Elle concordait avec sa politique intérieure à l'égard des ouvriers, des paysans et des minorités nationales.

Déjà, au début de la révolution de février, en mars 1917, Jordania avait déclaré : « Quant à la question ouvrière, sa solution, jusqu'à l'Assemblée Constituante, doit être réservée à des conseils d'arbitrage ». Des conseils d'arbitrage pour ne faire tort à personne : voilà bien la tactique des démocrates ! Pendant la révolution d'Octobre, alors que la Géorgie avait déjà, « grâce à Dieu, un Parlement » ; et qu'il était impossible d'ajourner davantage la question ouvrière, le gouvernement géorgien trouva une solution élégante.

Il avait des ressources considérables, héritées de l'ancien régime, ainsi qu'une quantité importante de matériel enlevé aux armées du front sud. Employa-t-il tout cela à améliorer la situation des ouvriers, dont le niveau de vie baissait de jour en jour ? Nullement. Il les affecta au ravitaillement des volontaires de Dénikine et à sa garde nationale qui réprimait les soulèvements des paysans et des minorités nationales. Aux ouvriers, on prêchait les « restrictions volontaires » de toutes sortes, sauf de travail : la journée de huit heures ne fut introduite nulle part. Pour éviter « l'anarchie » et maintenir le front unique avec la bourgeoisie, le mouvement ouvrier fut placé sous le contrôle des « chambres de tarification » dans lesquelles ouvriers et patrons avaient un nombre égal de représentants (on est pour l'égalité !) et du « Conseil des Syndicats », entre les mains du gouvernement.

Ces institutions entrèrent immédiatement en conflit avec les syndicats et la masse ouvrière : presque toutes les revendications des ouvriers étaient repoussées, les grèves qualifiées « d'intrigues bolcheviques », la liberté de coalition abolie en fait. Lorsque les bolcheviks commencèrent à obtenir la prépondérance dans les syndicats, par exemple dans celui du Livre, on les persécuta, on les emprisonna, etc...

Les rapports avec les paysans étaient encore pires. En décembre 1917, le Commissariat transcaucasien édicta un décret dans lequel il était dit : « Tous les apanages, toutes les terres nationales, ainsi que celles des propriétaires privés, seront, au-dessus d'une certaine norme à fixer ultérieurement par arrêté spécial, affectés à la constitution d'un fonds agraire national... Les terres bâties et adjacentes sont exceptées ». Deux mois plus tard, le 15 février 1918, Jordania disait au sujet de ce décret, à la Diète transcaucasienne : « Nous avons des décrets, mais ils restent sur le papier... Cependant, tant que la question agraire ne sera pas résolue... l'anarchie continuera à pro-

gresser... » Pour mettre fin à cette « anarchie », la Diète transcaucasienne, le 7 mars 1918, décida enfin cette question et édicta une loi agraire.

Conformément à cette loi, les propriétaires fonciers ne devaient garder de leurs terres que 7 hectares dans les régions les plus fertiles, 15 dans les régions propres à la culture des céréales, et 40 dans les régions d'élevage. Ces normes dépassent déjà de beaucoup la surface qu'une famille peut mettre en valeur par son travail. Néanmoins, certains articles donnaient aux grands propriétaires la possibilité de conserver à peu près toutes leurs terres. Tout d'abord, les domaines jugés d'intérêt national pouvaient être temporairement laissés à leurs propriétaires ; en second lieu, la norme serait attribuée au propriétaire indépendamment du nombre de membres de sa famille. Profitant de ce dernier article, les grands propriétaires procédèrent à des partages fictifs, de façon à ce que chaque membre de leur famille pût conserver l'étendue de terre fixée par la loi.

Le résultat de cette soi-disant réforme agraire fut à peu près identique à celui du décret de 1917. C'est ce qu'atteste éloquemment le rapport de la commission gouvernementale chargée, en 1919, d'enquêter sur les causes des soulèvements paysans dans le district de Gourie. « La loi a été adoptée il y a presque deux ans, dit ce rapport officiel, et jusqu'à présent même, la première partie n'en est pas encore en vigueur. A de très rares exceptions, les terres au-dessus de la norme n'ont pas été enlevées à leurs propriétaires ; le fonds agraire national est une fiction... Fréquemment, les commissions agraires ont laissé plusieurs normes à une seule famille. Cet état de choses soulève l'indignation de la masse... Les terres ne sont pas distribuées à la population, et les agitateurs disent : les mencheviks promettent la terre, mais ils ne veulent pas la donner, parce qu'ils sont eux-mêmes des nobles. La population a été conduite aussi à cette conviction par les abus des commissions agraires... »

Cette politique anti-paysanne eut pour résultat les insurrections incessantes qui troublèrent toute l'existence du gouvernement menchevik. Les premiers mois de 1918, des soulèvements éclatèrent dans les provinces d'Elisabetpol, Koutaïs et Tiflis, ainsi que dans le district de Soukhoum. Dans les districts de Douchet, Skhinval, Letchkhoum, Zougdetiski et Gourie, les paysans s'emparèrent même de quelques villes et y proclamèrent le pouvoir soviétique.

Pour justifier la politique réactionnaire de son parti, Jordania inventa une nouvelle théorie. « Ce qui se passe maintenant dans nos villages, disait-il, est un fait commun à toutes les révolutions : partout les masses paysannes se sont soulevées contre la démocratie. Il est temps de mettre fin aux illusions paysannes dans le parti social-démocrate. Il est temps de revenir à Marx et de défendre plus vigoureusement la révolution contre la réaction paysanne. » En se référant à Marx, Jordania ou bien dénaturait consciemment la vérité, ou bien montrait qu'il l'avait mal comprise.

Marx a signalé que les Bonaparte ont trouvé un appui dans la classe paysanne après que la révolution lui ait donné la terre ; mais il n'a pas moins constaté que la classe paysanne a joué un rôle révolutionnaire immense durant la période de lutte contre la féodalité et contre les grands propriétaires fonciers pour obtenir la terre : or, c'est précisément cette lutte que les paysans géorgiens menaient sous le gouverne-

ment menchevik. Ce qui n'empêcha pas ce dernier de s'appuyer sur Marx pour noyer dans le sang les insurrections agraires !

Avec un cynisme révoltant, le chef de la garde nationale Djoughéli, dans son livre : *Lowde croix*, décrit en style poétique ses impressions lorsqu'il brûlait les villages de l'Ossétie méridionale : « Maintenant, partout des feux... Ils flambent, ils flambent ! Feux sinistres ! Beauté féérique et cruelle !... Un vieux camarade me dit : Je commence à comprendre Néron et le grand incendie de Rome ». Voilà comment des membres en vue du parti menchevik instaurent l'ordre dans les villages et, comme ils ne pouvaient suffire à tout, employaient, pour diriger leurs expéditions punitives, d'anciens généraux tsaristes comme Mazniev, ou d'ex-policiers, comme l'officier de police Koupounia, qui opérait en Abkhazie et qui, dans le village d'Atsie, obligea, sous la menace des mitrailleuses, les paysans rassemblés à se coucher, puis se promena sur leur dos en distribuant à droite et à gauche des coups de plat de sabre...

Dans cet esprit également était traitée la question nationale en Géorgie. Les mencheviks qui, d'internationalistes russes, s'étaient transformés tout d'abord en partisans de la Grande Russie une et indivisible, puis en nationalistes géorgiens, étaient animés d'une haine furieuse contre la Russie, et leur Comité central prétendait lutter contre l'occupation russe « par le front national unique sans distinction de convictions politiques, de condition sociale et de foi ». Ce fut Jordania qui établit les bases théoriques de leur programme national. En février 1918, il déclara au Parlement que le gouvernement géorgien était prêt à accorder l'autonomie aux minorités nationales, à la condition expresse que serait respectée « l'intégrité stratégique, historique et économique de la Géorgie », et que les régions « habitées par ces nationalités » ne seraient pas séparées de la Géorgie. Quel usage les mencheviks firent de cette formule élastique de tous les gouvernements bourgeois du monde, on peut le voir par le fait que cinq mois après l'effondrement de la République transcaucasienne, une guerre acharnée éclatait entre la Géorgie et l'Arménie pour un morceau de terre. Cette guerre, qui n'était pas la première, ne fut pas non plus la dernière. Durant toute la domination menchevique, des guerres incessantes eurent lieu contre les multiples petites nationalités de Transcaucasie : Ossètes, Abkhaziens, Arméniens, Ardjariens, Montagnards, etc. Jamais en Géorgie, il n'y eut chauvinisme si effréné que sous les mencheviks.

En somme, on peut dire que la domination menchevique fut marquée par la terreur, les persécutions et les guerres intérieures ininterrompues. Mais, diront les mencheviks, n'en était-il pas de même alors en Russie soviétique ? Lorsqu'on faisait l'expérience du communisme de guerre, les persécutions, la terreur, les guerres ne sévissaient-elles pas à l'état permanent en Russie ? Je l'accorde. Mais la Russie bolchevique réalisait la dictature du prolétariat : la Géorgie menchevique, sous le couvert de la démocratie parlementaire, mais de fait sur l'ordre des puissances impérialistes d'Occident, pratiquait la dictature de la bourgeoisie. En Russie bolchevique, la terreur usait la bourgeoisie contre-révolutionnaire ; en Géorgie menchevique, elle frappait les ouvriers révolutionnaires, les paysans insurgés et les minorités nationales.

Mais, allez-vous me demander, comment les ouvriers et les paysans le supportaient-ils ? Pourquoi ne chassaient-ils pas les mencheviks ? Tout

d'abord, comme vous avez pu le voir par mon récit, ils ne le supportaient que jusqu'à un certain point. Les insurrections agraires se succédaient sans discontinuer, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, et parmi les ouvriers les tendances bolchevistes se renforçaient. Ensuite, deux faits aidaient les mencheviks à abuser le peuple. En premier lieu, les traditions mencheviques anciennes en Géorgie, les services importants rendus par les mencheviks géorgiens à l'époque de la première révolution, la direction incontestée du mouvement révolutionnaire qui leur appartenait depuis de longues années ; en second lieu la furieuse campagne de calomnies menée contre la Russie soviétiste, à laquelle les ouvriers et les paysans ne pouvaient rien opposer et par laquelle on leur inspirait l'horreur des bolcheviks, ces « barbares du Nord » qui cherchaient à envahir la Géorgie pour détruire sa culture, la ruiner et la transformer en un monceau de décombres...

Pour s'affranchir de cette peur horrible, il fallut que les paysans et les ouvriers géorgiens vissent de leurs propres yeux le monstre, et cela arriva lorsque l'armée rouge, sur l'initiative des communistes géorgiens (et non des « impérialistes moscovites », comme le disent les mencheviks) occupa la Géorgie. Quelle fut l'impression de la population ? Je puis en juger par ce que j'ai vu et entendu tout récemment sur les lieux mêmes. Le grand épouvantail, c'était en effet l'armée rouge, que les mencheviks dépeignaient, les délégués du Congrès me l'ont assuré, comme une bande de brigands. Or cette bande se trouva être la plus disciplinée des armées qu'avait jamais vu la Géorgie. Un des militants mencheviks les plus connus, qui n'est plus maintenant dans le parti, mais qui n'a pas encore rompu idéologiquement avec lui, m'a avoué que l'armée rouge s'était conduite et continuait à se conduire irréprochablement.

Un autre bienfait apporté en Transcaucasie par le régime soviétiste, c'est la cessation radicale des guerres et dissensions nationales, l'instauration de la paix entre tous les peuples caucasiens. Le banditisme a disparu. La seule bande qui subsiste encore est celle de Tchécolaev, qui ne compte que quelques dizaines d'hommes et se cache dans les montagnes.

La russification forcée est également une fable. Dans son rapport à la Conférence de Tiflis sur la question nationale, Roukhadzev a démontré chiffres en mains que, dans aucun domaine, les Géorgiens n'ont à se plaindre d'une oppression quelconque ; ce n'est que maintenant au contraire que l'on commence à donner systématiquement le caractère national aux administrations, et au Congrès, il ne s'est pas trouvé un seul assistant délégué ou invité pour contester ces faits.

Autres faits incontestables : c'est sous les bolcheviks que les paysans ont pour la première fois obtenu effectivement la terre et les ouvriers la journée de huit heures. Mais ce qui devait le plus frapper la masse populaire après ce qu'on lui avait raconté du communisme russe, c'est la renaissance économique et morale de la Géorgie sous le pouvoir soviétiste. J'ai vu refaits des ponts détruits par les mencheviks pendant leur retraite, j'ai vu en reconstruction le chemin de fer d'Ozourghétie, j'ai vu en pleine exploitation les plantations de thé et les sécheries de Tchagva. J'ai vu travailler les mines de Tchiatouri et charger leur manganèse sur les bateaux étrangers. J'ai vu en excellent état la station thermale de Borjom qui avait été dévastée par l'inondation. Sa fabrique d'eaux minérales fournit, m'a-t-on dit, un million de bouteilles. J'ai vu sur la route militaire de

Géorgie un canal nouvellement creusé qui fournit aux villages de la montagne l'eau pure de l'Araghva. J'ai vu des stations électriques dans une desquelles fonctionne en ce moment un puissant moteur auxiliaire que les mencheviks ne pouvaient pas arriver à mettre en action. On m'a appris que la fonderie de Tchiatak a repris le travail, qu'une fabrique de drap, une soierie, une station hydro-électrique sont en construction. J'ai vu de magnifiques maisons de repos pour les ouvriers. On m'a parlé de facultés ouvrières, de maisons d'enfants, d'éditions marxistes en langue géorgienne, etc..

Il n'est pas douteux que ce contraste frappant entre l'état actuel et l'état antérieur du pays a provoqué un changement radical dans les dispositions des ouvriers et des paysans géorgiens. Ils sont convaincus qu'ils avaient été trompés par les mencheviks, auxquels ils accordaient naguère toute confiance. Malgré la force de la tradition, ils se sont éloignés du menchevisme, et il a suffi de quelques faibles chocs pour provoquer l'avalanche : les ouvriers et les paysans abandonnent en masse le parti menchevik. Mon adhésion au parti communiste et mes discours en Géorgie n'ont été que l'un de ces chocs. Ces deux derniers mois, le parti menchevik se vide littéralement. J'ai l'impression qu'il n'en restera bientôt plus que le souvenir.

A. MARTYNOV.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Souvarine, même adresse.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.